



CR•DSU RHÔNE-ALPES

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2008

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	5
1/ Rappel des objectifs du CR•DSU	7
2/ Analyse globale de l'année 2008	8
3/ Questions, enjeux	9
4/ Le CR•DSU en bref...en 2008.....	11
I/ MISE EN RESEAU ET QUALIFICATION COLLECTIVE	12
1/ politiques de solidarité territoriale : observation locale, suivi et évaluation	14
2/ La lutte contre les discriminations.....	16
3/ Le renouvellement urbain et l'articulation social /urbain dans les projets.....	20
4/ L'éducation et la jeunesse : insertion sociale et professionnelle	22
5/ La santé et l'accès aux soins.....	23
6/ Projets spécifiques.....	25
II. INFORMATION, CAPITALISATION.....	30
1/ Informer et favoriser l'accès à l'information	32
2/ Capitaliser les pratiques et les connaissances	35
3/ Documentation	38
III. LES UTILISATEURS DU CR•DSU	42
1/ Utilisateurs : 900 personnes en contact avec le CR•DSU	44
2/ Les utilisateurs du service info / doc : 98 demandes.....	45
3/ Les participants aux rencontres : 773 personnes	46
ANNEXES	50

INTRODUCTION

Le Centre de ressources et d'échanges pour le développement social et urbain, CR•DSU Rhône-Alpes, existe depuis 1993 avec pour mission la qualification et la dynamisation des acteurs de la politique de la ville, du développement local intégré dans une démarche d'échanges et de capitalisation, de co-formation et de production collective de réponses.

Il s'intéresse aux politiques et actions mises en œuvre dans l'objectif d'un développement local intégré et solidaire, visant à lutter contre les processus de dévalorisation de certains territoires.

Le CR•DSU Rhône-Alpes a donc vocation à réunir, autour de thèmes majeurs, l'ensemble des acteurs en charge de ces questions : il se fonde sur une approche transversale et multipartenariale, sur le rapprochement et la confrontation entre praticiens et chercheurs, et repose sur la notion d'intelligence et de production collectives.

1 / RAPPEL DES OBJECTIFS DU CR•DSU

- **La mise en réseau, l'échange d'expériences et la qualification collective** des professionnels, dans des formes collectives et en appui individualisé
- **La capitalisation** des expériences et des connaissances à l'échelle rhônalpine
- **L'organisation de lieux de débat** entre professionnels et chercheurs
- **La diffusion de l'information et des ressources**

LES OUTILS ET SUPPORTS DE TRAVAIL

- **Les cycles de qualification** ont pour objectif d'engager les professionnels dans une réflexion poussée et opérationnelle ayant trait aux différents champs d'action de la politique de la ville. Ils s'organisent autour de plusieurs séances de travail, selon une démarche progressive, et s'appuient tant sur la présence de personnes ressources que sur des témoignages d'expériences.
- **Les journées régionales** constituent des moments de réflexion partagés autour de grands enjeux du développement social et local ; elles mobilisent généralement entre 50 et 150 personnes. Les participants proviennent d'horizons divers et variés. Souvent organisées en partenariat avec d'autres structures d'appui régionales, elles sont une occasion privilégiée de croisement entre différents réseaux et catégories d'acteurs professionnels.
- **Les ateliers permanents d'échanges** prennent appui sur des groupes de travail restreints et approfondissent une question sur un cycle long ; ce qui suppose une progressivité de la démarche et des réflexions. Ils sont co-animés par le CR•DSU et une personne ressource extérieure.
- Ces ateliers donnent lieu à une capitalisation dans un numéro des *Échos des ateliers permanents du CR•DSU*, document qui permet de restituer les constats, les questionnements et les propositions des participants. Le rythme de production est de deux numéros des « Échos » par an.
- **Les Cahiers du DSU** sont le principal support de la capitalisation pour faire état des analyses et des pratiques sur un thème donné en Rhône-Alpes. Ils permettent de croiser les regards de chercheurs, praticiens, élus, représentants des milieux associatifs... Le rythme actuel de production est de deux *Cahiers du DSU* par an.

- **Le service Info/Doc** : service de questions/réponses sur mesure, gratuit, accessible à distance (téléphone, courriers divers), et sur rendez-vous.

2/ ANALYSE GLOBALE DE L'ANNEE 2008

Les actions mises en œuvre cette année ont été structurées autour de cinq axes de travail prioritaires qui ont servi de fils conducteurs à notre action :

- Les politiques de solidarité territoriale : observation locale, suivi et évaluation
- La lutte contre les discriminations
- Le renouvellement urbain et l'articulation social/urbain dans les projets
- L'éducation et la jeunesse : insertion sociale et professionnelle
- La santé et l'accès aux soins

Ces orientations reprennent pour partie des thèmes déjà prioritaires en 2007, dans une volonté de continuité de l'action. Rappelons enfin que ces orientations ont été validées par le conseil d'administration du CR•DSU.

LES POLITIQUES DE SOLIDARITE TERRITORIALE : CONDUIRE UN PROJET DE DEVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN, DANS LE CADRE DU CONTRAT URBAIN DE COHESION SOCIALE

L'évolution de la politique de la ville appelle une attention particulière à l'ingénierie et à la conduite de projets de développement dans les territoires de la politique de la ville. En 2008, le CR•DSU a soutenu, dans le cadre de travaux territorialisés, les équipes opérationnelles et leurs partenaires dans la réflexion sur le pilotage, le suivi et l'évaluation des Contrats urbains de cohésion sociale. Au sens où il s'agit de travailler à la conduite d'un projet global de développement social et urbain sur un territoire, du diagnostic initial à la mise en œuvre des actions et à l'évaluation de cette démarche. Nous avons également organisé une journée d'échanges à destination des correspondants politique de la ville des préfectures de Rhône-Alpes sur la préparation de l'évaluation des Contrats.

LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

La lutte contre les discriminations a constitué un axe de travail important et diversifié pour le CR•DSU en 2008. Nous avons tout d'abord poursuivi l'atelier permanent d'échanges sur les démarches locales de lutte contre les discriminations débuté en 2007. Nous avons capitalisé ces travaux dans un numéro des *Échos des ateliers permanents du CR•DSU*. Puis nous avons réalisé et diffusé un annuaire des acteurs de la lutte contre les discriminations en Rhône-Alpes, en partenariat avec la Halde. Nous avons également participé à l'étude nationale menée par le réseau Réci (Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration) sur le thème « discriminations et territoires ». Et nous avons organisé deux journées d'échanges, l'une sur les enjeux locaux des politiques de prévention et de lutte contre les discriminations, l'autre sur la mesure des discriminations.

LE RENOUVELLEMENT URBAIN ET L'ARTICULATION SOCIAL/URBAIN DANS LES PROJETS

La question du renouvellement urbain a été abordée sous l'angle de la conduite de projet et dans ses dimensions sociales, par le biais de trois entrées thématiques : développement durable, participation des habitants et GSUP (Gestion sociale et urbaine de proximité). Nous avons organisé une journée régionale sur l'articulation entre politique de la ville et développement durable. Nous avons organisé un cycle de qualification sur la participation des habitants dans les projets de renouvellement urbain. Nous avons, dans les *Cahiers du DSU* n°49, tenté d'analyser les pratiques et de rendre compte des débats en cours autour de la GSUP.

L'ÉDUCATION ET LA JEUNESSE : INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE

Le Programme de réussite éducative (PRE), initié en 2005 dans le cadre du plan de cohésion sociale, a continué à mobiliser le CR•DSU en 2008. Nous avons organisé une journée régionale d'échanges visant à dresser un premier bilan en Rhône-Alpes et à ouvrir une réflexion collective sur la plus-value du PRE. Nous avons démarré un atelier permanent d'échanges sur l'évaluation du PRE, atelier qui se poursuivra en 2009. La question de la jeunesse a fait l'objet d'un numéro des *Cahiers du DSU*, en particulier sous l'angle des ressources, compétences et projets portés par les jeunes.

LA SANTE ET L'ACCES AUX SOINS

En matière de santé et d'accès aux soins, nous avons poursuivi l'animation du réseau des coordinateurs des Ateliers santé ville (ASV) et nous avons organisé une journée d'échanges sur la place de la santé dans la politique de la ville. Nous avons également initié un projet avec la MRIE (Mission régionale d'information sur l'exclusion) et la FRAES (Fédération Rhône-Alpes d'éducation pour la santé) sur la thématique « Santé, précarité et territoires », projet qui devrait voir le jour en 2009.

3/ QUESTIONS, ENJEUX

Le centre de ressources, une fois encore, a proposé différents espaces de travail aux professionnels des collectivités locales ou de l'État, aux élus locaux, aux associations... toujours dans l'objectif de permettre à chacun une prise de recul par rapport à sa pratique quotidienne et la possibilité de penser collectivement des questions complexes, avec d'autres.

Sur un plan pratique, si nous sommes largement restés fidèles à nos modes de travail habituels, plusieurs éléments caractérisent cependant l'année 2008 :

- Nous avons mis l'accent cette année sur des travaux plus territorialisés : dans plusieurs départements, nous avons travaillé aux côtés des équipes projets responsables de la conduite des Contrats urbains de cohésion sociale, et les principaux partenaires de ces contrats. Cela en réponse à une demande de plusieurs partenaires financeurs du CR•DSU, d'être plus proche des acteurs de terrain, et de porter l'effort sur les agglomérations et communes « moyennes », souffrant parfois d'un manque d'ingénierie par rapport à la complexité des enjeux locaux. Travailler à des échelles infra-régionales ou avec des groupes thématiques plus restreints (comme c'est le cas pour les Ateliers permanents) nous permet d'être davantage en prise avec les réalités des collectivités locales, et d'être sur des temps de travail plus longs, plus productifs. C'est dans ces approches, moins visibles que les grandes journées régionales, que se tissent aussi la mise en réseau, la coopération entre acteurs et les apprentissages collectifs.

- Notre politique de publication trouve peu à peu son rythme de croisière. Elle est importante car, à l'échelle de notre région, l'écrit est un moyen d'apporter de la matière au plus grand nombre. En évolution depuis quelques années, elle s'organise aujourd'hui autour de plusieurs publications aux finalités complémentaires : des traditionnels *Cahiers du DSU* pour creuser une question, aux *Échos des ateliers permanents du CR•DSU* pour faire retour sur nos ateliers thématiques, en passant par *Sites & Cités*, notre lettre d'information. C'est aussi dans cette volonté d'améliorer nos supports que le site Internet a été refait cette année. La prochaine (et dernière ?) grande étape dans ce mouvement portera sur une évolution en profondeur des *Cahiers du DSU*.

Profitons de cet espace pour introduire deux autres considérations.

Ce temps de la distance, de l'échange, du recul que nous souhaitons proposer apparaît de plus en plus « anachronique », d'un certain point de vue... les professionnels disent pour certains leur besoin et, paradoxalement, leur difficulté à « prendre le temps », dans un contexte marqué par des charges de travail jugées de plus en plus importantes, et par une agitation inquiète quant à l'avenir immédiat et à moyen terme de la politique de la ville. Aussi, nous avons pu parfois nous heurter à la « volatilité » des participants à nos groupes de travail, surtout quand ceux-ci s'appuient sur une méthode qui requiert un engagement dans la durée et une présence régulière.

L'évolution très forte qu'a connue la politique de la ville ces dernières années nécessite une adaptation permanente de nos modes de faire et des contenus sur lesquels nous travaillons. Par ailleurs, la région comptant pas moins de 400 professionnels dédiés à des démarches / pratiques de développement social urbain, les sollicitations restent très nombreuses et diverses dans leur contenu, et la question des arbitrages à poser sur les thèmes et les modes de travail est sans cesse renouvelée. D'où la très grande responsabilité des administrateurs de l'association sur lesquels s'appuie le CR•DSU pour aider à définir et garder un cap et quelques lignes directrices.

4/ LE CR•DSU EN BREF...EN 2008

	SERVICES PROPOSÉS	Participants
JOURNÉES D'ÉCHANGES D'EXPÉRIENCES, CYCLES OU ATELIERS	• Appui méthodologique à l'élaboration d'un référentiel partagé d'observation, de suivi et de bilan dans le cadre de la mise en œuvre du Cucs pour la communauté d'agglomération Saint-Étienne Métropole » (18 séances)	214
	• Formation-action des chefs de projet pour l'accompagnement au pilotage des Cucs de l'Ain (9 séances)	52
	• Journée d'échanges « Comment accompagner au mieux les territoires pour bien préparer l'évaluation des Cucs ? »	16
	• Atelier permanent d'échanges « Lutte contre les discriminations : comment impulser et conduire un programme d'action local ? » (3 séances)	25
	• Journée régionale « Lutte contre les discriminations : les enjeux d'une politique locale »	98
	• Journée d'étude « Mesurer les discriminations : problématiques et outils »	40
	• Journée régionale « Politique de la ville et développement durable : quelles articulations ? Expériences, méthodes et projets concrets en Rhône-Alpes »	58
	• Cycle de qualification « Participation des habitants et renouvellement urbain : expériences, méthodes et projets en Rhône-Alpes » (2 séances)	92
	• Journée régionale « Programme de réussite éducative en Rhône-Alpes : bilan d'étape, mise en débat des acquis et perspectives »	91
	• Atelier permanent d'échanges : « Vers l'évaluation du programme de réussite éducative : construire des repères pour aider à une démarche d'évaluation locale ? » (3 séances)	32
	• Animation du réseau des coordonnateurs des ateliers santé ville (4 séances)	30
• Journée d'échanges « Santé et politique de la ville en Rhône-Alpes : dynamiques, points de repère et expériences »	25	
	Total participants journées 2008	773
PROJETS SPÉCIFIQUES	• Intervention auprès des étudiants du Master Sociologie appliquée au développement local, Université Lyon 2	19
	• Intervention auprès des stagiaires de l'Arafdes	35
DIFFUSION / PUBLICATIONS	• Service Info/Doc	98 demandes traitées
	• Site internet www.crdsu.org	Nb visiteurs : en 2008 : 67412 par mois : 5 618
	Les cahiers du DSU • n°48 « Jeunes des quartiers populaires : quels regards ? Quelles initiatives ? » • n°49 « La gestion sociale et urbaine de proximité en Rhône-Alpes »	Tirages : n°48 : 1000 ex n°49 : 1200 ex
	Les Échos des ateliers permanents du CR•DSU • n°2 « Emploi-insertion : quelles expériences innovantes en Rhône-Alpes ? » • n°3 « Lutte contre les discriminations. Quelles conditions de réussite pour la conduite d'une démarche locale ? »	n°2 : 1000 ex n°3 : 1000 ex
	Le catalogue des publications du CR•DSU Lettre Sites & Cités Nouveautés de la doc	1000 ex 6 numéros / an 10 numéros / an

I/ MISE EN RESEAU ET QUALIFICATION COLLECTIVE

1 / POLITIQUES DE SOLIDARITE TERRITORIALE : OBSERVATION LOCALE, SUIVI ET EVALUATION

■ PILOTAGE, SUIVI ET EVALUATION DES CONTRATS URBAINS DE COHESION SOCIALE : ACCOMPAGNEMENT A LA CONDUITE DE PROJETS, ATELIERS TERRITORIALISES

Deux ans après leur mise en place, la préparation de l'évaluation des Contrats urbains de cohésion sociale est déjà au rendez-vous pour les équipes politiques et techniques qui portent ces contrats. Alors même que le système de pilotage de ces contrats cherche encore ses marques dans bien des sites... De différentes façons, le CR•DSU a travaillé aux côtés des équipes locales sur les questions de l'ingénierie et de la conduite de projets. Cette question a donc constitué un axe de travail prioritaire du CR•DSU tout au long de cette année 2008, notamment par des formations-actions conduites auprès des équipes de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale. Travaux territorialisés, de plus grande proximité, et conduits dans un temps relativement long....

Deux démarches ont été initiées en 2008 dans la Loire et l'Ain visant à accompagner les professionnels dans la conduite, le pilotage et l'évaluation des contrats urbains.

■ LOIRE, SAINT-ETIENNE METROPOLE : FORMATION-ACTION SUR L'OBSERVATION LOCALE, LE SUIVI ET L'EVALUATION DES CONTRATS

À partir d'une analyse synthétique des différents projets de développement social et urbain de l'agglomération, il s'est agi d'accompagner les équipes de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale, ainsi que les principaux partenaires institutionnels du contrat (conseil général, Caf, représentants de l'État) dans :

- la mise en place d'un dispositif d'observation locale à l'échelle de l'agglomération ;
- la consolidation des outils de suivi et de bilan des actions locales (inscrites au contrat); cette action a conduit à travailler au côté des porteurs de projets locaux ;
- la préparation des bilans et de l'évaluation du contrat.

Pour 2008, 18 journées d'accompagnement sur sites ont été réalisées, touchant plus de 200 personnes (techniciens et professionnels des collectivités, délégués État, représentants des partenaires signataires du Cucs, représentants des associations et opérateurs locaux, professionnels ou bénévoles de terrain).

Le processus de travail a été progressif et évolutif : formation, puis accompagnement à la co-production d'outils de suivi des actions inscrites dans les contrats (dossier unique de demande de subvention, dossier de bilan des actions) et du dispositif d'observation (observatoire des quartiers à l'échelle de l'agglomération). La dernière phase de travail relevait de l'élaboration collective d'un projet d'évaluation, achevée au lancement du cahier des charges de la mission d'évaluation intermédiaire du Cucs.

Cette mission a été conduite conjointement par le CR•DSU et par Arinna Latz et Pascale Marguerettaz, consultantes indépendantes.

■ AIN : PILOTAGE ET MISE EN ŒUVRE DES CONTRATS, RESEAU DES CHEFS DE PROJET

À la demande de la préfecture de l'Ain, une formation-action des chefs de projet du département pour l'accompagnement au pilotage des Cucs s'est déroulée entre septembre 2008 et janvier 2009.

En 2007, le département de l'Ain est passé de deux sites en Contrat de ville à sept Contrats urbains de cohésion sociale. Cinq sites sont donc « entrés » en politique de ville en 2007 : les trois communes de la Côtière (Miribel, Montluel, St Maurice de Beynost) ainsi que Bellegarde-sur-Valserine et Arbent. Les communes n'étant pas dotées du même niveau d'outils de suivi, la formation-action avait pour objet de 1) rappeler l'intérêt d'évaluer et les principes généraux de l'évaluation et 2) proposer des outils de méthodologie de projet construits par l'équipe du CR•DSU dont les acteurs puissent se saisir au moment de la réécriture des projets de territoire. Au-delà, l'appropriation des outils pourra constituer un argument fort dans le cadre de la reconduction des Cucs. L'intérêt de dresser un bilan et d'engager une démarche d'évaluation avec des outils communs apparaît comme un plus pour préparer cet avenir.

Les outils de méthode concernent : la méthodologie de projet ; la prise en compte de la dimension intercommunale dans les Cucs ; la participation des habitants ; la mobilisation du droit commun ; l'observation – suivi – évaluation. Chaque thème est abordé en grand groupe lors de séances ouvertes à toutes les équipes du département et, entre les séances de formation-action, les équipes s'organisent pour produire collectivement. Cet atelier permanent a également pour objectif de favoriser la mise en réseau des professionnels du département, et notamment des chefs de projet.

Cette formation-action fut assurée conjointement par le CR•DSU et par Arinna Latz et Pascale Marguerettaz, consultantes indépendantes.

En 2008, neuf journées d'accompagnement sur sites ont été réalisées, chacune dans un territoire différent, touchant une dizaine de professionnels à chaque séance (chefs de projets, chargés de missions et agents de développement).

■ HAUTE-SAVOIE : ACCOMPAGNEMENT DU RESEAU DES TERRITOIRES EN POLITIQUE DE LA VILLE

À la demande de la communauté d'agglomération annemassienne, le CR•DSU a également participé à une démarche de mise en réseau et d'échanges à destination des techniciens et des élus de la politique de la ville du département de Haute-Savoie. Une première réunion en juillet a permis aux chefs de projet de se rencontrer et d'échanger sur les contextes locaux, la mise en œuvre des Cucs et les différentes modalités de travail de chaque territoire.

Une seconde rencontre, le 4 septembre, a permis d'engager une réflexion collective autour des questions d'évaluation des Cucs et d'avenir de la politique de la ville dans le département.

Une dernière réunion s'est tenue le 4 décembre, associant les élus en charge de la politique de la ville et sur invitation du vice-président d'Annemasse Agglomération. Cette rencontre avait pour objectif de partager les informations sur l'évaluation et l'avenir des Cucs, de consolider le rapprochement de territoires en politique de la ville de la Haute-Savoie, et de définir une position commune aux élus de ces territoires. Ce temps d'échanges s'est traduit par l'envoi d'un courrier commun des élus au préfet, ainsi qu'aux députés du département.

■ CORRESPONDANTS POLITIQUE DE LA VILLE DE L'ÉTAT : JOURNÉE D'ÉCHANGES : COMMENT ACCOMPAGNER AU MIEUX LES TERRITOIRES POUR BIEN PRÉPARER L'ÉVALUATION DES CUCS ?

Le 11 septembre 2008 au CR•DSU, Lyon 8^{ème}, 16 participants (correspondants politique de la ville en préfecture, représentants de la direction régionale de l'Acsé et du Conseil régional)

Cette journée de formation et d'échange, conduite à l'initiative du SGAR Rhône-Alpes et animée par le CR•DSU, avait pour objectifs de :

- Proposer aux correspondants de la politique de la ville des préfectures de Rhône-Alpes un langage et une culture commune de l'évaluation.
- Proposer un espace d'échange sur les objectifs, les finalités et les attendus possibles des évaluations de Cucs.
- Favoriser les échanges d'expériences autour des accompagnements proposés par certaines préfectures aux territoires qui souhaitent anticiper les évaluations 2009.

Les éléments évoqués et mis en débat ont été les suivants :

- La nécessité de conduire des évaluations participatives constitue une préoccupation forte pour tenter de mesurer les impacts des programmes.
- L'importance d'anticiper l'évaluation en amont de la mise en œuvre.
- La prise en compte de la taille du territoire dans la démarche évaluative. Si les grands territoires sont dotés d'une véritable ingénierie d'évaluation, les autres rencontrent plus de difficultés (absence de moyens dédiés).
- La nécessité de conserver un cadre partenarial de travail pour les sites actuellement en catégorie 3, et ce au-delà de 2009, afin de conserver un regard attentif sur ces territoires « en voie de décrochage ».
- L'importance de réfléchir l'évaluation en articulation avec le droit commun ou, pour le dire autrement, en quoi le Cucs peut-il être un levier d'interpellation pour le droit commun ?

À l'issue de cette journée, plusieurs pistes de travail ont été évoquées, notamment la possibilité de constituer un groupe de travail comme support à la construction d'un référentiel commun au niveau régional permettant aux territoires de s'appuyer sur des outils communs.

2/ LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

La lutte contre les discriminations constitue en 2008 un axe de travail de premier plan pour le CR•DSU. Si cette problématique est présente de façon continue dans nos approches depuis plusieurs années, elle a occasionné cette année un investissement particulier. La lutte contre les discriminations représente encore un enjeu récent pour les politiques publiques. Depuis plusieurs années, des projets territoriaux de prévention et de lutte contre les discriminations ont été expérimentés dans certains territoires. Thématiques prioritaires des Contrats urbains de cohésion sociale, les projets locaux de lutte contre les discriminations se multiplient aujourd'hui.

Or, la mise en place d'une politique locale de lutte contre les discriminations pose un certain nombre de difficultés, qui rend nécessaire un travail spécifique sur ce champ. Elle nécessite à la fois l'expression de volontés politiques fortes, une mise en lumière des sources principales de discrimination et des leviers mobilisables pour la réduire, et enfin, la conduite d'un plan d'action local pragmatique mais aussi très volontariste.

Pour le CR•DSU, l'enjeu est double : informer et sensibiliser le plus grand nombre et accompagner de façon plus précise les professionnels concernés via des échanges de pratiques locales, l'offre d'un outillage méthodologique et la qualification des professionnels pour les sites les plus engagés.

■ **ATELIER PERMANENT D'ÉCHANGES : « LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS : COMMENT IMPULSER ET CONDUIRE UN PROGRAMME D'ACTION LOCAL ? »**

D'octobre 2007 à mars 2008, 12 territoires représentés

Journée 4 : 11 janvier 2008 à Lyon, 8 participants

Journée 5 : 1er février 2008 à Grenoble, 7 participants

Journée 6 : 7 mars 2008 à Lyon, 10 participants

Cet atelier permanent d'échanges sur les discriminations avait pour objectif de dégager des conditions de réussite de démarches locales de la lutte contre les discriminations. Le parti pris fut celui d'un groupe composé d'une dizaine de professionnels, ayant vocation à élaborer et animer des démarches locales de lutte contre les discriminations dans leur territoire et à faire levier auprès de plusieurs acteurs locaux (chefs de projets, agents de développement et chargés de mission politique de la ville/intégration/lutte contre les discriminations). Une douzaine de sites différents de la région était donc représentée : les agglomérations de Bourg-en-Bresse, du Nord Isère, de Saint-Étienne, d'Annemasse et du Pays Viennois, les villes de Saint-Martin-d'Hères, Vaulx-en-Velin, Aix-les-Bains, Oullins, Vitry-le-François, et Fontaines-sur-Saône.

Les séances ont permis d'aborder les conditions de réussite et les points de vigilance dans la mise en place et la conduite d'une démarche locale de lutte contre les discriminations, pour dégager des pistes d'action concrètes. Le vécu et l'expérience des participants ont constitué l'un des principaux matériaux permettant d'alimenter l'atelier. L'atelier a également favorisé la mise en réseau des participants et leur ouverture à d'autres réseaux. Cet atelier a donné lieu à la production d'un numéro des *Échos des ateliers permanents du CR•DSU* (voir plus loin).

Ces travaux ont été accompagnés, sur un plan méthodologique, par Cyril Kretzschmar et Sophie Ebermeyer, tous deux consultants, et engagés dans cette thématique depuis de nombreuses années.

■ **CAPITALISATION ET DIFFUSION : ANNUAIRE DES ACTEURS DE LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS EN RHONE-ALPES – partenariat Halde**

Mars 2008

À la demande de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde), le CR•DSU a réalisé en 2007 une étude visant à recenser les acteurs intervenant dans le champ de la lutte contre les discriminations en Rhône-Alpes.

En 2008, un document de synthèse a été publié qui comprend :

- une synthèse de l'étude qui présente une analyse régionale des grandes tendances et des dynamiques territoriales ;
- une présentation détaillée des acteurs institutionnels qui interviennent sur ce champ ;
- 152 fiches signalétiques des acteurs rhônalpins identifiés comme acteurs ressources de la lutte contre les discriminations.

Cet inventaire ne prétend pas à l'exhaustivité : il repose sur les déclarations des personnes et structures ayant répondu à l'enquête. Il n'a pas non plus de caractère évaluatif : l'inventaire des structures et l'analyse de la situation régionale sont le reflet à un instant T des informations que les acteurs ont bien voulu fournir.

Le répertoire se veut un outil pratique au service de celles et ceux qui, au quotidien, dans leurs pratiques professionnelles ou militantes, participent de la prévention et la lutte contre les discriminations, qu'elle qu'en soit la nature. Le champ de l'étude a couvert tous les types de discrimination, selon les 18 critères identifiés par la Halde et regroupés sous 10 items pour les besoins de cette enquête (patronyme, origine, sexe, âge, opinion politique, conviction religieuse, handicap et état de santé...). Classée dans les toutes premières régions au niveau du nombre d'acteurs et de leur engagement, Rhône-Alpes est fortement mobilisée sur cette question, même si le chemin est encore long à parcourir et les résistances à lever encore fortes.

Cette phase de capitalisation a bénéficié du soutien de Nadia Hamadache, consultante à l'Arese. Le document a été édité à 800 exemplaires et largement diffusé.

■ CAPITALISATION : PARTICIPATION A L'ETUDE NATIONALE MENEÉ PAR RECI « DISCRIMINATIONS ET TERRITOIRES »

1^{er} semestre 2008

À l'initiative du Réci (Ressources pour l'égalité des chances et l'intégration), une démarche de capitalisation nationale des initiatives territorialisées de lutte contre les discriminations raciales a été engagée avec un regard sur la double discrimination origine/genre.

Il s'agit de procéder à une capitalisation sur le plan national de projets engageant plusieurs acteurs d'un même territoire en vue de la prévention et/ou la lutte contre les discriminations, sans restriction concernant les domaines considérés et les types d'acteurs engagés (l'essentiel étant qu'il existe une logique partenariale et un territoire d'intervention bien défini). L'idée de départ est bien de partir de l'existant de manière à repérer, en creux, des perspectives de développement ou de changement qui permettent de guider les professionnels dans la mise en œuvre d'actions concourant véritablement à l'égalité de traitement. Afin d'organiser cette capitalisation, trois problématiques ont été identifiées par le réseau Réci comme devant plus particulièrement retenir notre attention :

- Comment conscientiser les élus locaux et mobiliser le bon niveau de responsabilité ?
- Comment impliquer les « victimes » et organiser leur accompagnement ?
- Comment créer un système cohérent sur un territoire donné permettant la mise en œuvre d'une politique publique locale ?

Le CR•DSU a mené douze entretiens sur quatre actions de prévention et de lutte contre les discriminations mises en place par des communes ou structures de la région : Villeurbanne, Échirolles, la CCI du Nord-Isère et la Copec de l'Isère. À partir de ces monographies, une synthèse a été rédigée avec l'objectif de fournir des éclairages et des pistes d'actions sur les trois questions précitées. Ce document a été distribué lors de la journée régionale organisée par le CR•DSU sur la lutte contre les discriminations (voir ci-dessous) et est téléchargeable sur notre site.

Cette capitalisation a permis de concourir à la réflexion menée sur l'ensemble du territoire à partir de l'analyse de la réalité locale. Une journée de travail a été organisée au niveau national avec l'objectif de restituer les constats issus de l'analyse de l'ensemble des actions capitalisées par les différents centres de ressources, de les mettre en débat et de proposer des pistes d'action : « *Agir localement contre les discriminations : le rôle des élu-e-s, de l'État et de la société civile* », le 28 novembre 2008. La synthèse des réflexions apportées lors de cette journée devra être publiée courant 2009.

■ JOURNEE REGIONALE D'ECHANGES : « LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS : LES ENJEUX D'UNE POLITIQUE LOCALE »

Le 9 octobre 2008, Lyon 8^{ème}, 98 participants

Cette journée a été construite à partir des différents travaux menés par le CR•DSU en 2007 et 2008 qui permettaient de dégager un aperçu des principaux enjeux liés à la mise en place d'une politique locale de prévention et de lutte contre les discriminations :

- Comment mobiliser les acteurs politiques localement ?
- Comment accompagner les victimes ?
- Quels modes d'actions possibles dans la mise en place d'une action publique de lutte contre les discriminations sur un territoire ?

Cette journée avait pour but d'éclairer les participants sur ces différents enjeux à partir d'expériences rhônalpines et d'échanger sur les conditions de réussite, les points de vigilance dans la mise en place d'une politique locale de prévention et de lutte contre les discriminations. Cette journée a réuni des élus locaux, des professionnels de la politique de la ville, et des acteurs locaux de la lutte contre les discriminations (collectivités, associations, institutions).

■ JOURNEE D'ETUDE : « MESURER LES DISCRIMINATIONS : PROBLEMATIQUES ET OUTILS »

Le 28 novembre 2008, au Grand Lyon, Lyon 3^{ème}, 40 participants

La lutte contre les discriminations est devenue, en même temps qu'une cause nationale, une préoccupation de plus en plus partagée par l'ensemble des acteurs publics. Mais on sait aussi que pour mieux circonvenir un ennemi, il faut bien le connaître... Or, la connaissance et la mesure des discriminations, notamment « raciales », se heurtent en France à un certain nombre d'interrogations et d'obstacles : interdits, tabous, difficultés d'accéder aux chiffres voire même de les construire... Un certain nombre d'expérimentations récentes montrent cependant qu'il est possible de se saisir de cette question et de construire des outils appropriés.

Le Club de l'observation sociale en Rhône-Alpes (Cosra), dont l'objectif est de favoriser le développement et la professionnalisation des pratiques d'observation sociale, et le CR•DSU sont associés pour aborder cette question sous un angle méthodologique. Il s'agit d'abord de poser la question « pourquoi mesurer les discriminations? », avant d'envisager les outils ou « comment mesurer les discriminations? ». Objectifs, méthodologies, contraintes, limites, perspectives ont été abordés lors de cette journée d'étude.

Les objectifs assignés à cette journée étaient les suivants :

- Mieux appréhender le concept de discrimination.
- Faire connaître les expériences existantes.
- Présenter les méthodologies de mesure des discriminations : Quels sont les outils possibles ? Pour faire quoi ? Dans quel contexte ? Qu'est-ce que cela produit ? Qui peut les employer ? Quelles sont les limites ?

Le public participant à cette journée regroupait des professionnels de l'observation sociale, des professionnels de la lutte contre les discriminations et des professionnels de la politique de la ville. La préparation de cette journée a bénéficié du concours de ISM Corum.

3/ LE RENOUVELLEMENT URBAIN ET L'ARTICULATION SOCIAL/URBAIN DANS LES PROJETS

Les territoires de la région Rhône-Alpes sont très fortement investis dans les démarches de renouvellement urbain : pas moins d'une quarantaine de quartiers étant concernés. Le Conseil régional Rhône-Alpes a mobilisé des financements importants sur le soutien à la rénovation urbaine, en faisant un axe de premier plan de sa politique de soutien aux territoires en difficulté. Aujourd'hui, il apparaît essentiel d'aborder le renouvellement urbain dans ses différentes dimensions : techniques, économiques, sociales, culturelles, environnementales. Le capital d'expériences en Rhône-Alpes doit progressivement permettre de produire des éléments sur les conditions de réussite des projets et sur des indicateurs d'évaluation.

Notre parti pris est d'aborder le renouvellement urbain sous l'angle de la conduite de projet, notamment dans son articulation avec le suivi du relogement, la gestion urbaine de proximité, le développement durable et la participation des habitants.

■ JOURNEE REGIONALE D'ECHANGES : « POLITIQUE DE LA VILLE ET DEVELOPPEMENT DURABLE : QUELLES ARTICULATIONS ? EXPERIENCES, METHODES ET PROJETS CONCRETS EN RHONE-ALPES »

Le 24 juin 2008 au CR•DSU, Lyon 8^{ème}, 58 participants

Cette journée de sensibilisation a été organisée dans le cadre du Club des Villes et Territoires Durables & Solidaires de Rhône-Alpes, en partenariat avec Rhônalénergie Environnement.

À l'heure où toute action publique est questionnée au regard de l'intégration des principes de développement durable, force est de constater que les problématiques de la politique de ville se trouvent au centre de ces préoccupations. On peut donc se demander en quoi les villes engagées dans une telle politique prennent en compte les quatre piliers du développement durable? L'amélioration des conditions de vie des habitants constitue la première réponse à cette interrogation, même si certaines questions peuvent être abordées de façon différente. Quant à la participation citoyenne, elle constitue l'un des fondements communs des deux politiques. En revanche, concernant la question environnementale et les inégalités écologiques, une approche commune reste encore à trouver. Malgré les liens évidents de ces deux démarches dans leurs fondements et leurs objets de travail, il convient de noter une certaine déconnexion entre Agendas 21 et Contrats urbains de cohésion sociale dans la plupart des cas : les services, les démarches et même les projets sont assez cloisonnés. Même si des passerelles existent en termes d'actions concrètes - sur des champs comme la gestion sociale et urbaine de proximité, l'habitat, l'aménagement des espaces, ou les transports - elles restent néanmoins assez faibles.

Cette journée de sensibilisation a été conçue dans l'optique de favoriser les échanges entre les professionnels de la politique de la ville et du développement durable pour mailler les réseaux et renforcer les coopérations. Des collectivités intervenant sur les deux champs sont venues témoigner de leurs expériences et présenter leurs démarches, pour nourrir le débat entre acteurs.

Les questions abordées ont été les suivantes :

- Comment les deux démarches (Agenda 21 et Cucs) peuvent-elles se rencontrer et s'enrichir mutuellement ?
- Comment les articuler pour mener une politique efficace et cohérente ?
- Quels sont les points de convergence à mettre en exergue, quelles sont les limites dans les approches et les articulations, comment renforcer les collaborations au service de projets de territoires globaux et cohérents ?
- Quelle méthodologie de projet mettre en œuvre pour s'inscrire dans une démarche intégrée? Quelle transversalité y a-t-il entre les deux démarches, et notamment à travers l'organisation des collectivités locales ?

Le public était constitué des agents des collectivités locales, communes et intercommunalités (chefs de projets, directeurs de projets, agents de développement, chargés de mission Agenda 21, DGA et DGS des collectivités), des délégués États et de représentants des services de la Région, mais aussi de nombreux élus et de représentants associatifs.

La rubrique « *les rencontres du CR•DSU : le programme des rencontres passées* » capitalise les documents et interventions de cette journée sur le site internet du CR•DSU.

■ CYCLE DE QUALIFICATION : « PARTICIPATION DES HABITANTS ET RENOUVELLEMENT URBAIN : EXPERIENCES, METHODES ET PROJETS EN RHONE-ALPES »

Journée 1 : 25 novembre, Maison rhodanienne de l'environnement, Lyon 2^{ème} 58 participants

Journée 2 : 10 décembre, Maison rhodanienne de l'environnement, Lyon 2^{ème} 34 participants

La question de la participation des habitants est posée de manière récurrente par la politique de la ville. C'est une question vaste et complexe que les opérations de renouvellement urbain notamment ont contribué à remettre au goût du jour, et qui interroge les articulations social/urbain en profondeur. En effet, la transformation de l'espace engagée par les Programmes de rénovation urbaine est un temps fort pour les villes, et l'occasion privilégiée d'impliquer les habitants à des degrés divers et sous des formes variées. Ces projets questionnent les rôles d'usager/habitant, de technicien et d'élus. Ils soulèvent des interrogations bien plus larges en termes de mixité et de cohésion sociale.

Aussi le CR•DSU a-t-il souhaité engager une démarche de qualification et d'échanges d'expériences à partir de cette entrée, à destination des professionnels rhônalpins mais aussi des élus, des opérateurs locaux et des représentants d'habitants.

Ce cycle a permis de :

- Donner des points de repère méthodologique en termes d'enjeux, d'outils et de moyens.
- Identifier les différents types de démarches engagées et les outils existants pour favoriser l'information, la mobilisation et l'implication des habitants; distinguer ce qui relève de la communication, de la concertation ou de la co-construction de projet.
- Organiser, au niveau régional, les échanges d'expériences entre professionnels et repérer les outils qui marchent, les difficultés, et les pistes de progrès.
- Accompagner les réflexions des sites engagés dans ce type de démarche et apporter des éléments de comparaison.

Ont participé à ces journées des agents des collectivités locales, des délégués de l'Etat, services du conseil régional, des conseils généraux, des bailleurs; des opérateurs, acteurs associatifs et bénévoles de terrain, des élus locaux et représentants d'associations d'habitants.

La préparation de ce cycle de qualification a bénéficié du soutien de l'association Robin des Villes qui en a assuré également la co-animation. Une synthèse des 2 journées est disponible sur le site du CR•DSU, dans la rubrique « *le programme des rencontres passées* ».

4/ L'ÉDUCATION ET LA JEUNESSE : INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE

Si l'action éducative est traditionnellement bien portée par les acteurs de la politique de la ville, l'ampleur de la ségrégation scolaire, l'échec d'intégration de toute une partie de la jeunesse, la place au premier plan des priorités de travail. Le Programme de réussite éducative (PRE), lancé dans le cadre du plan de cohésion sociale, revisite en partie la façon d'aborder l'action éducative. Ce dispositif s'inscrit dans une tendance à mettre l'accent sur certains publics en particulier et à organiser des actions de plus en plus individualisées. Le Programme de réussite éducative en Rhône-Alpes est « massif » : il concerne 65 communes pour 49 dispositifs et deux internats. Le budget régional consacré au PRE avoisine les 9 millions d'euros.

Les questionnements liés à cette démarche (atouts/limites) et l'adaptation des professionnels à ces nouvelles approches sont au cœur des échanges conduits par le CR•DSU sur ce thème.

■ JOURNÉE RÉGIONALE D'ÉCHANGES : « PROGRAMME DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE EN RHÔNE-ALPES : BILAN D'ÉTAPE, MISE EN DÉBAT DES ACQUIS ET PERSPECTIVES »

Le 31 janvier 2008 au Chambon-Feugerolles (Loire), 91 participants

Le Programme de réussite éducative a renouvelé pour partie les organisations et les modes de faire et pose une série de questions : comment définir et identifier les enfants et adolescents fragiles ? Comment conduire le partenariat local ? Comment accompagner les familles ? Quels place et rôle de celles-ci dans la démarche ? Quels effets sur les parcours de réussite éducative ? Quelle est la valeur ajoutée de la réussite éducative au regard des démarches locales déjà existantes ?

Deux ans après le lancement du Programme de réussite éducative, cette journée avait vocation à mobiliser l'ensemble des partenaires institutionnels du programme et les acteurs locaux qui en assurent sa mise en œuvre, et a constitué un temps fort de restitution des travaux du CR•DSU. Ce fut également une occasion privilégiée d'avoir une réflexion collective avec l'ensemble des parties prenantes du programme sur les finalités, les principes et les modalités de mise en œuvre du PRE. Elle s'est appuyée notamment sur les résultats et les acquis d'une année de travail en ateliers conduit par le CR•DSU dans différents sites de la région.

Les objectifs assignés à cette journée régionale étaient les suivants :

- Faire un point d'étape sur la mise en œuvre du programme dans la région, et rendre compte des constats et questionnements soulevés par les professionnels pendant les travaux en atelier.
- Mettre en débat les acquis et les évolutions possibles, dans une perspective d'amélioration des pratiques.
- Identifier des repères communs, pour servir d'appui à une évaluation partagée du programme.

Le public était fort diversifié et constitué principalement des coordonnateurs et référents PRE. Étaient également représentés des professionnels impliqués dans la conduite des politiques éducatives locales, des élus locaux, des représentants d'institutions concernées (État, Éducation nationale, CAF, collectivités...), des associations locales ou nationales porteuses d'actions dans le cadre du PRE

■ ATELIER PERMANENT D'ÉCHANGES : « VERS L'ÉVALUATION DU PROGRAMME DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE : CONSTRUIRE DES REPERES POUR AIDER A UNE DEMARCHE D'ÉVALUATION LOCALE ? » (OCTOBRE 2008-MARS 2009)

Atelier de lancement: mardi 7 octobre 2008 au Crefe, Villeurbanne, 11 participants

Atelier 1: mardi 21 octobre 2008 au CR•DSU, Lyon 8^{ème}, 10 participants

Atelier 2: jeudi 27 novembre 2008 au CR•DSU, Lyon 8^{ème}, 11 participants

Après trois ans de mise en œuvre et afin de préparer les premières échéances du PRE (programme prévu jusqu'en 2009), le CR•DSU a souhaité mener un travail d'accompagnement des coordonnateurs de réussite éducative en vue de mieux les outiller aux évaluations à venir. La question de l'évaluation ne peut se poser dans son seul versant quantitatif. L'évaluation est un triptyque articulant la constitution d'un référentiel d'évaluation (diagnostic de territoire, système d'acteurs...), l'élaboration de questions évaluatives et la détermination des critères et indicateurs permettant de répondre aux questions dans lesquelles les indicateurs quantitatifs s'insèrent.

Cette démarche de travail vise principalement les coordonnateurs du Programme de réussite éducative en Rhône-Alpes. Elle peut concerner éventuellement des professionnels qui ont un rôle décisif dans la mise en œuvre et l'évaluation des projets de réussite éducative et qui n'ont pas nécessairement le statut de coordonnateur.

Les objectifs assignés à cet atelier sont les suivants :

- Construire collectivement des outils pour mieux aborder localement une démarche d'évaluation des parcours de réussite éducative.
- Aider les coordonnateurs à se positionner dans la démarche d'évaluation du PRE et dans une dynamique territoriale.
- Donner des points de repères évaluatifs et se les approprier collectivement à partir de quelques entrées thématiques.

Compte tenu des exigences de production, l'accès à ces ateliers a été limité à 12 personnes. Les participants ont été invités à s'engager sur l'ensemble du processus de travail, à savoir :

- La construction de repères évaluatifs à partir d'expériences en cours présentées par les participants.
- La production collective d'un écrit dont les participants seront les auteurs, document outil pouvant servir à la pratique de l'évaluation de projets locaux de réussite éducative.

Le CR•DSU est accompagné par Jean-Marc Berthet, sociologue et consultant, pour soutenir l'ensemble de la démarche et appuyé par les apports et la participation des structures partenaires (Crefe Ain-Rhône, Union régionale des écoles des parents en Rhône-Alpes).

5/ LA SANTE ET L'ACCES AUX SOINS

Le CR•DSU assure une veille permanente sur les questions liées aux inégalités territoriales de santé qui constituent un axe prioritaire des Contrats urbains de cohésion sociale et s'est tout particulièrement intéressé aux Ateliers santé ville (ASV). Ceux-ci sont destinés à rapprocher les acteurs et les professionnels de la santé pour qu'ils élaborent des programmes de santé publique à l'échelle locale et si possible avec les habitants. La région Rhône-Alpes compte aujourd'hui une trentaine d'Ateliers santé ville : un chiffre qui ne cesse d'augmenter depuis la création des ASV en 2001.

Les collectivités cherchent actuellement leurs marques sur la façon de concevoir et piloter une action territoriale de santé. Les professionnels dédiés à ces questions, à commencer par les coordinateurs des Ateliers santé ville, se structurent peu à peu, et ont demandé au CR•DSU un appui en vue d'accompagner leur mise en réseau et d'optimiser leurs échanges.

■ MISE EN RESEAU ET QUALIFICATION COLLECTIVE : ANIMATION DU RESEAU DES COORDONNATEURS DES ATELIERS SANTE VILLE

Le 5 février 2008 à Lyon, 11 participants

Le 15 avril 2008 à Bourgoin-Jallieu, 11 participants

Le 19 juin 2008 à Pont d'Ain (visite de la Maison de santé), 8 participants

Le 30 septembre 2008 à Grenoble, 8 participants

Les coordonnateurs des ASV se réunissent tous les deux mois environ au CR•DSU ou sur site pour favoriser la diffusion d'informations et l'échange d'expériences. Les rencontres sont organisées autour d'un ordre du jour construit à l'issue de chaque séance. Nous échangeons à chaque fois sur l'actualité en matière de santé publique et de politique de la ville et sur l'agenda des rencontres, formations et événements divers qui peuvent intéresser les membres du collectif. À chaque rencontre, une ou deux expériences sont présentées et discutées.

Ces différents éléments sont capitalisés sur le site Internet du CR•DSU, dans la rubrique *Dossier thématique « Collectif santé en Rhône-Alpes »*.

■ JOURNEE D'ÉCHANGES : « SANTE ET POLITIQUE DE LA VILLE EN RHONE-ALPES : DYNAMIQUES, POINTS DE REPERE ET EXPERIENCES »

Le 19 juin 2008 à la Maison des associations de Meyzieu (Rhône), 25 participants

Trente-deux Ateliers santé ville sont officialisés en 2008 en Rhône-Alpes pour un financement d'environ 900 000 €. Leur opérationnalité est à géométrie variable. Par ailleurs, tous les sites en Contrats urbains de cohésion sociale ont un volet "santé" plus ou moins développé selon les circonstances locales. Avec l'annonce récente du doublement du nombre d'Ateliers santé ville et un affichage prioritaire dans les Cucs, les démarches de santé dans le cadre de la politique de la ville semblent avoir acquis une certaine reconnaissance. Ce mouvement favorable reste néanmoins fragile. Dans un contexte de politiques de santé publique en forte évolution et dont la gouvernance locale est encore à explorer, la thématique santé apparaît un peu isolée face à d'autres thématiques plus "traditionnelles" de la politique de la ville. Elle est également singulière dans son approche des publics (la santé touche à l'intime). La santé n'en reste pas moins un vecteur important pour mobiliser, impliquer et travailler au plus près des habitants.

Cette journée d'échanges a permis de faire le point sur le contexte et le cadre d'intervention des démarches de santé dans le cadre des Contrats urbains de cohésion sociale (démarches Atelier santé ville, méthode, outils, contexte des politiques de santé publique). Elle a également été l'occasion d'un échange de pratiques sur l'implication et la participation des habitants dans des démarches locales de santé.

Cette journée de travail s'est adressée en premier lieu aux professionnels (chefs de projet, agents de développement...) désireux d'engager des démarches et actions de santé sur leur territoire ou intéressés pour avoir des points de repère sur les démarches des Ateliers santé ville par exemple. Elle a également intéressé des professionnels de toute nature qui interviennent dans le cadre de démarches locales de santé (agents de l'État, Ddass ou Drass ou autres institutions, organismes ressources, associations...).

6/ PROJETS SPECIFIQUES

Figurent ici des projets particuliers dans lesquels l'équipe technique du CR•DSU est impliquée. Ces projets s'inscrivent dans des opportunités de travail et sont conduits de façon collective avec d'autres partenaires.

■ PARTICIPATION AU SEMINAIRE « REUSSITE EDUCATIVE », INRP

Le séminaire « réussite éducative », soutenu par le SGAR et piloté par le Centre Alain Savary de l'INRP (Institut national de la recherche pédagogique), avec le concours de Gilles Herreros (sociologue à l'université Lyon 2), a réuni une quinzaine de professionnels de la région Rhône-Alpes particulièrement concernés par ce dispositif (opérateurs, chargés de mission de centre de ressources, acteurs institutionnels, coordonnateurs de réussite éducative, représentants d'associations de parents).

Le séminaire, conçu comme une recherche-action, avait pour but de :

- produire de la connaissance sur les processus éducatifs en œuvre dans les PRE, le système de travail des acteurs, les modes d'accompagnement et de formation de ces acteurs, les processus et les critères d'évaluation dans ces trois champs ;
- renforcer l'expertise et la cohérence des interventions des formateurs et accompagnateurs des acteurs de la réussite éducative en Rhône Alpes.

Le séminaire s'est déroulé de novembre 2007 à juin 2008 à raison d'une séance par mois. Les résultats de ce travail ont été consignés dans un document écrit qui offre des repères d'analyse sur la mise en œuvre des PRE et constitue un support à la réflexion des professionnels impliqués dans des démarches de réussite éducative.

■ INTERVENTION AUPRES D'ETUDIANTS DU MASTER SADL, UNIVERSITE LYON 2

Le 17 octobre 2008 à Lyon, 19 participants

Dans le cadre d'une semaine consacrée à la politique de la ville pour le Master « sociologie appliquée au développement local », le CR•DSU a pris en charge l'organisation d'une journée. Le CR•DSU a accueilli les étudiants dans ses locaux toute une matinée. Outre une présentation des missions du CR•DSU, l'objectif était de leur apporter des points de repères sur la politique de la ville en Rhône-Alpes, ainsi qu'un panorama des principaux métiers du développement social urbain. L'après-midi, le CR•DSU a organisé une rencontre avec l'équipe du GPV de Vénissieux, dans l'objectif d'illustrer la présentation faite en matinée et de permettre aux étudiants d'échanger avec des professionnels.

■ INTERVENTION AUPRES DE STAGIAIRES DE L'ARAFDES

Le 13 novembre 2008 à Lyon, 35 participants

Dans le cadre de la formation des directeurs d'établissement ou de service d'intervention sociale, l'ARAFDES (Association Rhône-Alpes pour la formation des dirigeants d'établissements sociaux) a sollicité le CR•DSU pour une intervention sur la politique de la ville en France, son histoire, son actualité. L'objectif de l'intervention était également de comprendre comment la politique de la ville a pu influencer les pratiques du travail social et plus largement de saisir les relations entre la politique de la ville et les politiques de droit commun.

■ CLUB DE L'OBSERVATION SOCIALE

Le Club de l'observation sociale en Rhône-Alpes est un lieu d'échange et de mutualisation sur les questions liées aux pratiques d'observation, en lien avec les politiques sociales. Il contribue à la coordination des travaux d'observation sociale, et vise également à promouvoir l'observation sociale en tant qu'outil de décision partagé entre toutes les institutions en charge des politiques publiques en matière sociale. Ce Club rassemble les principaux producteurs de données sociales, des administrations régionales et départementales, des collectivités territoriales, des observatoires, les agences d'urbanisme de la région, des organismes de protection sociale.

Le CR•DSU, en tant que membre fondateur de ce Club, suit de façon régulière ses travaux et participe aux instances de suivi de ses activités. Nous donnons l'information dans nos supports sur les initiatives prises par le Club. Sont aussi mis en place des groupes de travail (l'observation sociale en milieu urbain ou les indicateurs sociaux par exemple), dont les productions sont capitalisées dans des documents de synthèse. En 2008, le CRDSU a participé à l'animation de deux travaux du club : le premier sur la mesure des discriminations, en organisant une journée d'échanges, et le second sur les démarches participatives d'observation, consistant en un groupe de travail auditionnant des expériences associant les habitants et citoyens à l'observation du territoire.

■ GRAND LYON : ACCOMPAGNEMENT SUR LES BILANS SOCIO-EDUCATIFS

Fin 2008, le Grand Lyon a sollicité l'appui du CR•DSU afin d'établir un bilan synthétique des actions entreprises dans le champ socio-éducatif. En réunissant quelques indicateurs de réalisation et de résultats communs aux différents dispositifs sur les années 2006/2007 et 2007/2008, l'objectif est de construire un support à l'analyse et au débat dans la perspective de l'élaboration du prochain Contrat urbain de cohésion sociale.

Concrètement, le CR•DSU a :

- procédé au recueil des données auprès des institutions (Préfecture, DRDJS, CAF, Inspection académique) en charge du suivi des dispositifs (accompagnement éducatif, Contrat Enfance Jeunesse, Contrat Educatif Local, Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité, Programme de Réussite Educative, Ville Vie Vacances) ;
- dégagé, à partir de ces éléments, quelques données communes à l'ensemble des dispositifs : nombre de communes du Grand Lyon concernées, nombre d'actions réalisées, nombre d'enfants touchés, répartition des publics par tranche d'âge et par sexe, financements des dispositifs ;
- soumis ces données à la vision d'un groupe de travail partenarial réuni à l'invitation du Grand Lyon (CAF, Préfecture, ville de Lyon, ville de Rillieux-la-Pape) ; cette mise en débat ayant permis de repérer des éléments de questionnements et de perspectives ;
- présenté le travail réalisé au groupe de travail « Evaluation des CUCS », réunissant des chefs de projets et des acteurs institutionnels à l'invitation de l'Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise.

Le travail se poursuit en 2009 par une réflexion partenariale à laquelle le CR•DSU apportera les éléments techniques et théoriques qu'il a à sa disposition.

■ RESEAU DES CENTRES DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE

Les directeurs des centres de ressources politique de la ville se réunissent régulièrement pour échanger sur les questions d'actualité de la politique de la ville et partager sur les démarches de qualification mises en œuvre par chacun d'entre eux. En 2008, plusieurs regroupements ont rassemblé les directeurs des centres de ressources à Amiens, Tours, Toulouse, Marseille, Paris, Lille, selon le principe retenu d'accueil par l'un d'entre eux, par alternance.

Cette année, trois nouveaux centres de ressources ont vu le jour : « Trajectoire ressources », pour les régions Bourgogne et Franche-Comté, le Centre de ressources « Cohésion Sociale Urbaine » à La Réunion ; et le centre de ressources « Ville Caraïbe », en Martinique.

Les travaux se sont axés cette année en particulier sur les thèmes suivants :

- droit commun et politique de la ville ;
- solidarité financière entre collectivités locales ;
- évaluation et pilotage des Contrats urbains de cohésion sociale ;
- évolution des modes d'intervention de l'action publique : RGPP, LOLF...

Dans un contexte fortement évolutif, les échanges autour de l'actualité nationale ont une fonction et une place importante dans les travaux. Les centres de ressources doivent en permanence comprendre, décrypter les évolutions en cours pour adapter leurs modes de travail.

Ce réseau se structure au fil des années et 2008 a permis le lancement d'un chantier collectif autour de la veille documentaire (cf. infra).

■ CREATION DE L'ASSOCIATION « QUESTION DE VILLE »

« Question de ville », association des directeurs de centres de ressources, a été créée à l'automne 2008. Ceux-ci, à partir de leur regard sur les processus et problématiques sociaux et urbains à l'œuvre dans les territoires, peuvent contribuer au débat national sur la politique de la ville et à l'élaboration des politiques publiques de rénovation urbaine et de cohésion sociale.

Cette association poursuit les objectifs suivants (extraits des statuts) :

« Être un espace d'élaboration, de mutualisation et de diffusion d'un point de vue des directeurs des centres de ressources pour la politique de la ville par rapport aux politiques publiques de développement social et urbain et à leur mise en œuvre, et de construction de propositions partagées reposant sur le croisement des analyses et expertises locales ».

Des contacts sont actuellement engagés depuis plusieurs mois entre *Question de ville* et les principaux partenaires et institutions nationales de la politique de la ville. *Question de ville* pourra être sollicitée par les institutions pour émettre des avis sur la politique de la ville (c'est le cas par exemple pour les contributions au Livre Vert sur la refonte de la géographie prioritaire et l'avenir de la contractualisation).

■ UN CHANTIER COLLECTIF SUR LA VEILLE DOCUMENTAIRE ET LA MUTUALISATION DES RESSOURCES

En parallèle, les chargés d'information/documentation des centres de ressources politique de la ville ont entamé un travail de coopération et de mutualisation de leurs travaux, afin de gagner du temps dans leurs tâches quotidiennes. Deux séminaires de travail et une journée de formation ont eu lieu à Paris autour de la place de la « veille » documentaire dans les centres de ressources et des outils pouvant favoriser la mutualisation des données produites.

Quatre groupes de travail composés des chargés d'information/ documentation ont réfléchi et produit plusieurs documents au cours de nombreuses conférences téléphoniques, tout au long de l'année 2008. Ils ont travaillé à :

- la mise à jour du Thésaurus « politique de la ville »
- une réflexion sur la « veille documentaire » au sein des centres de ressources
- une réflexion et des propositions sur la mutualisation des bases de données documentaires des centres de ressources
- la mise en place d'un espace de partage commun et protégé où sont déposés les bibliographies, dossiers documentaires produits.

Ces travaux collaboratifs vont se poursuivre en 2009.

II. INFORMATION, CAPITALISATION

1 / INFORMER ET FAVORISER L'ACCES A L'INFORMATION

Dans le cadre de sa mission récurrente d'information des acteurs de la politique de la ville, le CR•DSU produit différents supports réguliers, au-delà des publications thématiques spécifiques. En 2008, la démarche de diversification et de refonte des supports a été poursuivie.

■ « SITES & CITES »

Sites & Cités est la lettre de liaison des acteurs du développement social et urbain en Rhône-Alpes. Six numéros sont parus entre janvier et décembre. Ce « 4 pages », produit tous les deux mois, a pour objectif de diffuser des informations pratiques (mouvements de personnels, agenda régional, brèves, contacts...) et s'inscrit dans notre logique d'animation de réseau – elle privilégie notamment la prise de contact directe entre les professionnels et des personnes ressources.

La lettre est diffusée à 1700 exemplaires (abonnés, adhérents, professionnels, élus, partenaires), par mail ou par courrier.

■ LE SITE INTERNET (WWW.CRDSU.ORG)

▪ *Le site Internet du CR•DSU fait peau neuve*

Le CR•DSU a entamé la refonte de son site Internet au cours de l'année 2008. Créé en 2002, ce site avait été conçu comme un outil de diffusion d'informations, de connaissances et de méthodes à l'usage des acteurs de la politique de la ville.

La nouvelle version de ce site est en ligne depuis le 15 janvier 2009.

L'objectif de sa refonte était de le rendre plus convivial et plus performant, de faciliter l'accès aux contenus, de moderniser son graphisme, et de mieux valoriser les travaux du CR•DSU et les actualités de la politique de la ville en Rhône-Alpes. Les contenus sont identiques à ceux du site précédent, mais ils ont été reclassés dans un nouveau menu, comme suit :

- Le CR•DSU : la présentation de l'association.
- Rencontres du CR•DSU : les programmes des rencontres du CR•DSU passées et à venir.
- Publications du CR•DSU : certains articles des *Cahiers du DSU*, *Les Échos des ateliers permanents du CR•DSU*, *Sites & Cités*, les autres publications du CR•DSU en téléchargement.
- Politique de la ville en Rhône-Alpes : des informations chiffrées, des cartes et documents sur les Contrats urbains de cohésion sociale, les Programmes de rénovation urbaine, les Programmes de réussite éducative et les Ateliers santé ville de Rhône-Alpes.
- Documentation / Ressources : une dizaine de dossiers thématiques (ex-rubrique À propos de...), 240 fiches d'expériences, Les liens du CR•DSU, et une nouvelle rubrique « À lire » pointant les ouvrages à ne pas manquer.
- Infos régionales et nationales : les actualités et agendas de la politique de la ville.
- Offres d'emploi.

La page d'accueil est plus dynamique, elle est divisée en trois parties :

- Les dernières actualités du CR•DSU (les dernières publications sorties ou les manifestations à venir) sont présentées dans la colonne « En direct du CR•DSU ».
- Les actualités et agendas importants de la politique de la ville sont mis en valeur dans la colonne « À la Une ».

- Enfin, l'encadré « Les dossiers thématiques du CR•DSU », à droite de l'écran, donne un accès direct à des dossiers d'informations sur les thèmes de travail du CR•DSU.

On trouve également un moteur de recherche en texte libre qui permet aux internautes de faire une recherche sur toutes les références du site.

- *Une alimentation en continu de l'ancienne version du site*

En outre, des mises à jour régulières du site ont été effectuées, en 2008, afin d'enrichir plusieurs rubriques :

- L'actualité de la politique de la ville en France et en Rhône-Alpes, avec une attention particulière portée au Plan Espoir Banlieue et au Comité interministériel des villes du 20 juin 2008.
- La rubrique « Publications du CR•DSU » :
 - La mise en ligne de l'annuaire « Les acteurs de la lutte contre les discriminations en Rhône-Alpes » publié en 2008.
 - La mise en ligne des 6 numéros de *Sites & Cités* parus en 2008.
 - Sept articles de fond viennent compléter le résumé du *Cahiers du DSU* n°44.
- Treize articles des *Cahiers du DSU* (rubrique « Expériences ») : ces expériences, décrites dans les *Cahiers du DSU* n°44, abordent le thème du genre et des politiques urbaines locales.
- La mise à jour de la rubrique « Politique de la ville en Rhône-Alpes » avec :
 - Une carte interactive qui présente les territoires prioritaires des Contrats urbains de cohésion sociale en Rhône-Alpes.
 - Trois articles tirés des *Cahiers du DSU* n°47 qui proposent un état des lieux général de la politique de la ville en Rhône-Alpes (« Zoom sur les territoires en Contrats urbains de cohésion sociale en Rhône-Alpes : des contrats de ville aux Cucs » ; « Les nouveaux territoires en Contrat urbain de cohésion sociale en Rhône-Alpes : présentation synthétique » ; « Ateliers santé ville, programmes de réussite éducative, projets de rénovation urbaine en Rhône-Alpes : état des lieux, décembre 2007 »).
- Une dizaine de nouveaux sites a été signalée en 2008 (rubrique « Les liens du CR•DSU »).
- La mise à jour de la rubrique « À propos de... » :
 - *Le « Collectif santé » en Rhône-Alpes*, avec notamment la mise en ligne de trois expériences présentées lors des réunions du Collectif santé en 2008.
 - *Programme de réussite éducative en Rhône-Alpes*, avec six documents sur le « bilan du PRE » issus de la journée régionale du 31 janvier 2008, organisée par le CR•DSU, en partenariat avec la ville du Chambon-Feugerolles.
- Un nouveau dossier thématique produit par le CR•DSU (rubrique « A propos de... ») sur les articulations entre politique de la ville et développement durable

Les dossiers thématiques du site permettent aux professionnels d'avoir une base documentaire sur un sujet donné. Ils regroupent notamment l'ensemble des supports d'interventions présentées lors des journées d'échanges régionales ou des cycles de qualification : des éléments de synthèse (cadre historique, juridique, réglementaire, présentation de dispositifs), des relevés d'expériences locales, des repères méthodologiques et bibliographiques, des sites à visiter... Élaborés dans les suites des journées d'échanges d'expériences et, après enrichissement, ils étaient accessibles en ligne sur le site, sous la rubrique « À propos de... ».

▪ *La fréquentation du site en augmentation en 2008*

L'année 2008 est marquée par la poursuite de la hausse de la fréquentation bien qu'elle ait connu un léger fléchissement par rapport aux années antérieures (pour rappel, on dénombrait 25% de visites en plus en 2006 ainsi qu'en 2007). Les chiffres pour 2008 sont les suivants :

- 67 412 visites en 2008 contre 65 046 pour l'année 2007, soit une augmentation d'environ 4%.
- 5618 visites par mois en moyenne au cours de cette année 2008 (contre 5420 en 2007).
- 181 visites par jour environ.

« Emploi offres » est toujours la rubrique la plus consultée, avec environ 3900 visites par mois. La rubrique « Les liens du CR•DSU » se détache nettement des autres rubriques avec 3131 visites par mois.

Ensuite, viennent les rubriques « Expériences » « Actualités de la politique de la ville », « Publication » et « Politique de la ville en Rhône-Alpes », avec respectivement 1810, 1614, 1326 et 1163 visites en moyenne.

« A propos de... » et « Agenda » ont reçu environ 911 et 743 visites par mois. Les autres rubriques reçoivent entre 230 et 690 visites par mois.

■ « LES NOUVEAUTES DU SITE DU CR•DSU »

La liste de diffusion « Les nouveautés du site du CR•DSU » est envoyée périodiquement (une fois par mois), par courrier électronique, aux membres des équipes MOUS et aux délégués de l'État qui ont une adresse mél ainsi qu'aux adhérents et partenaires du CR•DSU qui le souhaitent (soit 700 personnes). Il s'agit d'une autre façon d'informer et d'animer notre réseau.

À l'occasion de la refonte du site Internet du CR•DSU, une Newsletter a été créée. Les internautes peuvent désormais s'inscrire à la *Newsletter du site* directement depuis sa page d'accueil.

■ « LES NOUVEAUTES DE LA DOCUMENTATION »

Les adhérents et les partenaires du CR•DSU qui le souhaitent, reçoivent, mensuellement, par mél, une sélection documentaire d'articles, de nouveaux ouvrages, de textes réglementaires, entrés dans la base de données. « Les nouveautés de la documentation » présentent, par thème, les références d'une vingtaine de documents avec un résumé qui permet d'en apprécier le contenu.

■ NOUVEAU : UNE PLAQUETTE DE PRESENTATION DES PUBLICATIONS DU CR•DSU

Une plaquette de présentation des publications du CR•DSU a été réalisée en juin 2008 et sera actualisée tous les ans. Ce catalogue présente les différentes publications du CR•DSU : *Les Cahiers du DSU* (avec un résumé des cinq derniers numéros), *Les Échos des ateliers permanents du CR•DSU et Sites & Cités*. Editée en 1400 exemplaires, il s'agit d'un outil de communication précieux qui permet de valoriser les productions écrites de l'association.

2/ CAPITALISER LES PRATIQUES ET LES CONNAISSANCES

■ LES CAHIERS DU DSU

La capitalisation figure parmi les « invariants » des centres de ressources politique de la ville. Dès sa création, le CR•DSU s'est fortement structuré autour de la publication d'une revue thématique « *Les Cahiers du DSU* ». Tirés en moyenne à 1000 exemplaires, *Les Cahiers du DSU* sont diffusés gratuitement à 600 destinataires environ et 150 abonnés. Le reste de la diffusion s'effectue au numéro. Au total, le service gratuit représente entre 60% de la diffusion.

La revue est généralement élaborée avec l'aide d'un groupe de travail composé de professionnels volontaires, intéressés par le thème et la forme de travail, et d'origines professionnelles et géographiques diversifiées. Son mode de production peut également reposer sur des éléments recueillis à l'occasion d'un cycle de qualification ou d'un atelier régional.

Un expert accompagne les travaux, tandis que le CR•DSU assure toute la production logistique : animation et compte-rendu, structuration progressive de la trame, recherche de contributeurs experts et commande d'articles, bibliographie, et surtout, aide à la capitalisation des pratiques. Après le repérage, le premier contact et le recueil d'information, deux modalités sont possibles : le CR•DSU rencontre les auteurs de l'action et rédige le relevé d'expérience, ou l'auteur de l'action la formalise lui-même. Dans les deux cas, un jeu d'aller et retour s'installe pour finaliser à la fois la description de l'action et ses enseignements.

• « Jeunes des quartiers populaires : quels regards ? Quelles initiatives ? »

Les cahiers du DSU, n°48, paru au printemps-été 2008

Ce numéro a été réalisé avec l'appui d'Emmanuelle Santelli, sociologue au CNRS, membre de l'unité Modys (mondes et dynamiques des sociétés) et chercheure associée à l'Ined (Institut national d'études démographiques).

La question de la jeunesse, étroitement liée à celle des quartiers en politique de la ville, a pris une nouvelle ampleur à la suite des épisodes de violences urbaines de l'automne 2005. Le numéro 48 des *Cahiers du DSU* apporte un éclairage sur la situation des jeunes dans ces quartiers : qu'est-ce qui a changé depuis 2005 ? Au-delà de la reconnaissance de la pluralité des parcours, en quoi la jeunesse peut-elle être considérée comme une ressource ? Comment l'action publique essaie-t-elle d'apporter des réponses à long terme aux difficultés et besoins spécifiques de ces jeunes ? Une première partie invite à réfléchir sur une définition « positive » de la jeunesse et aux moyens lui permettant de « sortir du quartier ». Une seconde traite des freins à l'insertion professionnelle, problématique forte pour cette jeunesse qui cumule inégalité des chances et inégalité de traitement. La dernière partie réinterroge le fondement de l'action publique en direction de la jeunesse et pose la question de son renouveau dans un contexte de transformations, conférant aux collectivités locales une responsabilité croissante dans ce champ.

- **« La Gestion sociale et urbaine de proximité : affaire de techniciens ou enjeu politique ? »**

Les cahiers du DSU, n°49, paru en automne-hiver 2008

Ce cahier du DSU a été réalisé avec l'appui de Cédric Van Styvendael, directeur de la délégation régionale Centre-Est d'Habitat et Territoires Conseil (HTC) et en partenariat avec l'ARRA HLM.

Un peu moins de vingt ans après les premières expériences lyonnaises en matière de Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP), le CR•DSU a souhaité prendre un temps pour analyser les pratiques et les débats en cours. Ce numéro s'articule autour de trois parties principales qui interrogent successivement l'évolution des contextes d'intervention de l'élaboration des démarches de GSUP, la modification des pratiques partenariales et notamment la relation avec les habitants et enfin les évolutions organisationnelles nécessaires à l'amélioration de la qualité de la gestion des sites mais aussi et surtout à l'inscription dans le temps des avancées permises par la GSUP. Ce numéro a été réalisé avec les principaux acteurs intervenant sur les problématiques de Gestion sociale et urbaine de proximité (élus, bailleurs, équipes politique de la ville, services techniques des collectivités, associations d'habitants, structures ressources). Il a pour objectif de démêler les fils complexes de la GSUP et valoriser mais aussi promouvoir sa vitalité sur les territoires rhônalpins.

■ LES ÉCHOS DES ATELIERS PERMANENTS DU CR•DSU

Cette publication, lancée en 2007, a vocation à faire un retour sur les travaux conduits dans les groupes de travail des ateliers permanents. Il s'agit de restituer les constats, les questionnements, les propositions résultant d'une réflexion collective sur un thème ou une question donnée. Pour l'année 2008, deux numéros ont été publiés :

- **« Emploi-insertion : quelles expériences innovantes en Rhône-Alpes ? »**, *Les Échos des ateliers permanents du CR•DSU n°2, mars 2008.*

Ce numéro est la synthèse du cycle de cinq ateliers d'échanges qui se sont déroulés de septembre à décembre 2007 autour d'expérimentations et expériences locales favorisant l'insertion socio-professionnelle. Ces ateliers ont permis de présenter des démarches novatrices et d'identifier des repères pour l'action. Ce numéro présente les expériences, propose des contacts permettant de faciliter la mise en réseau et expose des points de méthode ainsi que des éléments transférables.

- **« Lutte contre les discriminations. Quelles conditions de réussite pour la conduite d'une démarche locale ? »**, *Les Échos des ateliers permanents du CR•DSU n°3, septembre 2008.*

Ce numéro est la synthèse du cycle de six ateliers d'échanges qui se sont déroulés d'octobre 2007 à mars 2008 autour de la question « comment impulser et conduire une politique locale de lutte contre les discriminations ? ». Ce numéro apporte les éclairages nécessaires à la compréhension des fondements de cette politique publique. Il permet également de disposer d'outils d'aide à la réflexion sur la façon dont peut se construire un projet territorial de prévention et de lutte contre les discriminations.

Les *Échos des ateliers permanents du CR•DSU* sont tirés en moyenne à 1000 exemplaires et sont diffusés gratuitement par mail ou par courrier à plus de 1200 destinataires. Ils sont téléchargeables gratuitement sur notre site Internet.

■ LES RELEVÉS D'EXPERIENCES

La réalisation de relevés d'expériences, via la rédaction de fiches d'expériences, participe au travail de capitalisation des initiatives de terrain mis en œuvre par le CR•DSU. Chacune d'entre elles permet de dégager les principaux enseignements d'une initiative de terrain, d'aller à l'essentiel, de réfléchir sur la pratique.

- En 2008, sept fiches d'expériences ont été rédigées dans le cadre des *Cahiers du DSU n°48* « Jeunes des quartiers populaires. Quels regards ? Quelles initiatives ? »
 - Le service civil volontaire : la démarche d'Unis-Cité en Rhône-Alpes (auteur : Clément Chevalier)
 - Les chantiers délocalisés : première étape de remobilisation pour des jeunes en voie de marginalisation? L'expérience de Vénissieux (auteur : Marion Veyret)
 - Garantir l'égalité de traitement, restaurer l'égalité des chances : le projet politique de la Mission égalité de la ville de Lyon (auteur : Mission égalité de la ville de Lyon)
 - Repenser la place des jeunes dans la ville : l'exemple de Bellegarde sur Valserine dans l'Ain (auteur : Pierre-Yves Prigent)
 - Les centres sociaux et les jeunes : d'une logique de service à une logique d'accompagnement (auteur : Houda Boukhari)
 - « Sur la route de la solidarité... » : projet porté par la prévention spécialisée du Rhône (auteur : Marion Veyret)
 - Accompagner des projets impulsés par les jeunes. Expérience de l'association Cap Berriat dans l'agglomération grenobloise (auteurs : Olivier Gratacap, Éric Monte)
- Onze fiches d'expériences ont été rédigées dans le cadre des *Cahiers du DSU n°49* « La Gestion sociale et urbaine de proximité : affaire de techniciens ou enjeu politique ? »
 - Une gestion de proximité portée par l'agglomération : le cas du Grand Lyon (auteur : Pascale Bonnard)
 - La Duchère : gérer le quotidien et organiser le futur (auteur : Marion Veyret)
 - La résidentialisation du quartier Teisseire : une nouvelle approche en terme de gestion (auteurs : Élisabeth Nour, Jean-Luc Sanvoisin)
 - Les diagnostics en marchant, l'expérience du Chambon-Feugerolles, Quartier Romière – Bouchet (auteur : Service DSU du Chambon Feugerolles)
 - L'observatoire de la propreté : améliorer la propreté dans les quartiers grenoblois (auteur : Cécile Allibe)
 - Les livrets "Qui fait quoi et où ?" à Vaulx-en-Velin (auteur : Gwendolyn West)
 - Éducation à l'environnement et communication auprès des habitants à Voreppe (auteur : Aude Tallaron)
 - Ballade studieuse à la Maison de l'habitant, pôle de ressources dans l'agglomération grenobloise (auteurs : Christophe Wéber, Clément Chevalier)
 - Quand les habitants impliquent les élus et les professionnels dans l'évolution de la ville ! (auteur : Anne Cordier)
 - La formation : une nécessité et un moyen de valoriser les métiers de proximité (auteurs : Philippe Brusson, Adrien Bellec)
 - Le projet de gestion de site à Vénissieux (auteurs : Florence Galipot, Marina Barré-Caparros)

Ces relevés permettront d'alimenter la rubrique « *Expériences* » de notre site Internet (245 fiches au total), et intégreront les bases de données régionales et internationales DPH - Dialogue pour le Progrès de l'Humanité – (193 fiches dans la base régionale). À noter également que, depuis fin 2004, toutes les fiches d'expériences du CR•DSU sont consultables sur le site de la DIV, qui a souhaité mutualiser les fiches d'expériences produites par les différents centres de ressources.

3/ DOCUMENTATION

Outre les démarches et réflexions collectives, le CR•DSU est également présent en réponse ou accompagnement dans le cadre de demandes plus individualisées sous des formes diverses (information, documentation, mise en réseau, accompagnement au montage de projets...), prenant appui notamment sur le service documentation.

Le service Info / Doc, service de questions/réponses sur mesure, gratuit, accessible à distance (téléphone, e-mail, courriers divers) et sur rendez-vous, constitue souvent un premier point de contact entre les acteurs rhônalpins et le CR•DSU. Il permet d'offrir un premier niveau de réponse à des demandes ponctuelles. Ce service existe depuis les débuts de l'association ; nous avons une connaissance assez fine des utilisateurs de ce service (voir infra).

Il repose sur la gestion de ressources en informations et documentations importantes constituées de sources externes et des propres productions du CR•DSU. En fonction de la nature de la demande, le service offert prend différentes formes : conseil, prestation documentaire, information. Il nécessite un travail d'équipe et d'échanges avec les demandeurs.

■ NOMBRE DE DEMANDES

Le service Info/Doc a répondu cette année à **98 demandes**, soit une moyenne de 8 demandes mensuelles. On constate une baisse par rapport à 2007 (172 demandes) à mettre en lien notamment avec la montée en charge du site Internet du CR•DSU qui se poursuit (en moyenne 5618 visiteurs par mois). Les utilisateurs du service Info/Doc, pour la plupart, connaissent bien le site Internet. Ils l'utilisent dans un premier temps pour récupérer des informations de base, puis consultent la documentaliste pour approfondir leur recherche.

Ces demandes sont traitées en quasi totalité par la documentaliste (80%). La directrice et le reste de l'équipe ont quant à eux traité 19 demandes en lien étroit avec leur programme de travail.

■ NATURE DES DEMANDES

Les demandes d'information et documentation constituent 54,1% de l'ensemble des demandes adressées au CR•DSU. Celles-ci sont principalement de trois ordres :

- Les demandes de coordonnées ou de listes, surtout pour des bureaux d'études ou des professionnels, destinées à l'envoi de publipostage, d'offres de marchés publics, à la réalisation d'enquêtes, d'évaluations ou de diagnostics, ou encore à la recherche d'intervenants. Ce service est uniquement rendu aux partenaires institutionnels du CR•DSU, ou est examiné au cas par cas.

- On remarque une forte et brusque baisse des recherches d'expériences depuis 2007. La multiplication des mises en ligne de bases d'expériences (CR•DSU, DIV, autres centres de ressources politique de la ville, service « SVP ressources » de l'IRDSU) peuvent être des explications à ce phénomène. Mais il faut tenir compte également du fait que les années 2007 et 2008 ont correspondu à la mise en place des Cucs et de divers autres dispositifs et les professionnels ont été davantage préoccupés par des questions de méthodologie, diagnostic et évaluation que par des expériences. La recherche d'expériences peut être traitée par le renvoi vers un(e) ou plusieurs personne(s) / organisme(s) ressource(s).

- Les demandes de consultations de documents (9,5%) déclenchées par la lecture de bibliographies sont toujours assez présentes. Ces demandes font en majorité suite à des journées organisées par le CR•DSU et aux dossiers du participant distribués ou aux documents cités, et à la réception des produits documentaires du CR•DSU *comme Sites & Cités, Les Nouveautés de la doc*, les dossiers thématiques sur le site Internet, mais aussi à des recherches sur Internet. La multiplication des demandes d'exemples de documents « contractuels » est à noter.

Les demandes de mise en relation constituent 39,8% de l'ensemble des demandes adressées au CR•DSU. Elles sont en forte augmentation en rapport aux chiffres de 2007 (29,1%) et se décomposent en :

- Recherche d'intervenants ou d'experts, sur des thèmes précis. Un service d'appui au montage peut être parfois nécessaire (aide à la formalisation de la problématique et des objectifs). La connaissance du réseau d'acteurs qu'a le CR•DSU est alors mobilisée (réponse directe ou recherche auprès d'autres structures si besoin est).

- Appui à la prise de poste. Les nouveaux professionnels (chefs de projet, agents de développement, chargés de mission thématiques...) se tournent assez spontanément vers le CR•DSU pour disposer de documents de base sur leurs thématiques de travail et pour avoir accès à un réseau pouvant les aider dans le démarrage de leur mission. Ces rencontres sont aussi l'occasion de présenter le centre de ressources, ses services et ses principes de fonctionnement (échanges, participation volontaire...).

- Mise en relation avec des pairs pour échanger sur leurs pratiques. Les professionnels des équipes Mous recherchent les échanges d'expériences de vive voix avec d'autres professionnels du DSU qui ont mis en place un projet similaire au leur.

Certaines demandes ont évolué du fait de la mise en place de notre site Internet. C'est le cas pour les demandes d'informations ponctuelles comme les offres d'emploi et les recherches de textes officiels que les usagers trouvent désormais directement sur le site du CR•DSU.

Par ailleurs, on voit apparaître, depuis deux ans environ, des demandes de documents du type cahier des charges, document d'évaluation de dispositif de la part d'agents de collectivités locales afin de prendre modèle sur l'existant.

■ THEMES ET NATURE DES DEMANDES, PAR ORDRE DE PRIORITE

La politique de la ville, en région Rhône-Alpes notamment, et la connaissance des systèmes d'acteurs restent toujours les thèmes principaux des demandeurs : 24,5%.

On peut noter que la question de l'évaluation et du diagnostic est importante avec 13,3% des demandes.

Les différents autres thèmes sont peu abordés (entre 2 et 6 questions par thème sur l'année 2008).

6,1% des demandes pour chacun des thèmes suivants :

- éducation (8,7% des demandes en 2007)
- habitat, logement (7% des demandes en 2007)
- urbanisme, renouvellement urbain (9,9% des demandes en 2007)
- développement économique, insertion (5,8% des demandes en 2007)

5,1% des demandes pour chacun des thèmes suivants:

- dynamique des habitants (en baisse par rapport à 2007 avec 13%)
- discriminations (en hausse par rapport à 2007 avec 2,3%)

4,1% des demandes pour chacun des thèmes suivants :

- jeunes (3,5% des demandes en 2007)
- prévention de la délinquance (1,2% des demandes en 2007)

Viennent ensuite, dans une moindre mesure, les questions relatives au CR•DSU, à la santé, aux services publics, à la culture, à l'Europe, à l'immigration et à l'action sociale.

On note une stabilité des demandes sur les offres d'emploi depuis 3 ans : 2% en 2008, 1,4% en 2007, 1,7% en 2006.

Le programme de travail de l'année et l'actualité influent nettement sur les demandes faites au service Info/doc : évaluation, diagnostic, éducation, renouvellement urbain, insertion, participation des habitants, lutte contre les discriminations sont des sujets qui ont fait l'objet de nombreuses demandes.

■ TYPE DE TRAITEMENT DES DEMANDES

La majorité des demandes sont traitées à distance : 77,6%. Seules 22 personnes se sont déplacées jusqu'au CR•DSU.

57,1% des demandes sont traitées de façon immédiate, en mobilisant essentiellement les ressources internes au CR•DSU (mise en relation, informations ponctuelles, offres d'emploi ou de documentation disponible dans le fonds documentaire).

On note une stabilité des demandes qui nécessitent une recherche importante d'information ou de documentation, soit à partir de documents présents dans le fonds, soit à l'extérieur (près d'un 1/3).

Sept personnes ont été reçues en « entretien approfondi » (repositionnement professionnel ; recueil d'informations sur la politique de la ville en Rhône-Alpes).

La part des demandes qui sont réorientées vers d'autres structures se stabilise (environ 4,1%). Les demandes très thématiques sont renvoyées, si possible, vers un centre de documentation spécialisé dans cette thématique en Rhône-Alpes (par exemple vers l'Espace Ville ou vers l'organisme éditeur (DSU, collectivité locale...)).

III. LES UTILISATEURS DU CR•DSU

1 / UTILISATEURS : 900 PERSONNES EN CONTACT AVEC LE CR•DSU

■ ANALYSE GLOBALE

Un peu plus de 870 personnes ont été en contact avec le CR•DSU en 2008, soit :

- 98 par le biais du service « Info/Doc » (172 sollicitations en 2007) ;
- 773 à l'occasion des ateliers, cycles de qualification ou journées régionales (585 participants en 2007), sans compter les 54 participants aux projets spécifiques.

Le nombre des utilisateurs du CR•DSU est en hausse par rapport à 2007, notamment le nombre de participants aux journées de travail. Cette situation s'explique, en partie, par la mise en place de plusieurs journées d'accompagnement des équipes en charge des Cucs sur les territoires de la Loire et de l'Ain. La participation aux journées d'échanges, aux cycles de qualification et aux journées régionales est toujours importante. Par contre, la tendance globale depuis quelques années est à la baisse des demandes individuelles adressées au service Info/Doc en particulier.

■ ORIGINE PROFESSIONNELLE : ESSENTIELLEMENT DES PROFESSIONNELS DES COLLECTIVITES

Les tendances évoluent très légèrement entre 2007 et 2008. La fréquentation des équipes Mous et des autres agents des collectivités reste stable.

De manière globale, tous services confondus, l'origine et l'activité professionnelles des principaux utilisateurs se répartissent comme suit :

- agents des collectivités locales, autres que professionnels du DSU, à 25,26%, soit une stabilité depuis 2005
- les équipes de Mous à 21,4%, reviennent au même ratio que ceux de 2006 et 2005 (20% en 2006 et 19% en 2005)
- les organismes d'appui à 7,46% (11,42 % en 2007)
- les agents de l'État à 6,10% sont aussi présents qu'en 2007
- les opérateurs à 16,41% : en hausse par rapport aux deux années précédentes (11,26% et 10,44%)
- les bureaux d'études à 2,1% : en constante baisse depuis deux ans (6,07% en 2006, 3,92% en 2007)
- les étudiants et les chercheurs d'emploi, qui utilisent surtout le service Info/Doc représentent 3,1% de l'ensemble (contre 7,5% en 2007)
- les élus ne représentent que 3,44% des usagers, mais ils sont venus davantage aux journées du CR•DSU que les années précédentes.

■ ZONE D'INTERVENTION GEOGRAPHIQUE EN 2008

En 2008, les usagers viennent à 95,6 % de Rhône-Alpes (en 2007 : 92,6%). Si le Rhône, l'Isère et la Loire sont logiquement les plus concernés par la politique de la ville, les autres départements rhônalpins sont de plus en plus touchés et la zone d'influence du CR•DSU est par conséquent bien régionale.

La répartition détaillée ci-dessous reste ainsi très cohérente avec la répartition géographique des équipes Mous en Rhône-Alpes : 54 % pour le Rhône, 15% en Isère, 8% dans la Loire, 6% dans la Drôme, 5% en Savoie, Haute-Savoie et Ain et enfin 1% dans l'Ardèche.

- La concentration rhodanienne, moins élevée que les années précédentes, représente plus d'un quart de notre public : 26,1%.
- Le public de la Loire à 34,78% (en 2007: 7,67%) a vu sa fréquentation augmenter grâce à un accompagnement spécifique des acteurs de Saint-Étienne Métropole.

- Arrive ensuite l'Isère avec 11,25% (en 2007 : 21,53%).
- La fréquentation des usagers de l'Ain a été beaucoup plus importante que les années précédentes : 9,88%, en raison de l'accompagnement spécifique décrit plus haut.
- Les autres départements de la région ne représentent que 6,65% des utilisateurs (Drôme, Ardèche, Savoie, Haute-Savoie).
- Rhône-Alpes « général » à 6,65%
- Autres (hors RA) : 4,9%

Tout comme les années précédentes, le service Info/Doc est sollicité au-delà des frontières régionales : les « extérieurs » s'élèvent à 17,3% environ.

2/ LES UTILISATEURS DU SERVICE INFO / DOC : 98 DEMANDES

Globalement, **les demandes d'informations proviennent pour plus de la moitié des professionnels de la politique de la ville.** Un quart des demandes émane des professionnels du conseil et de l'appui ; enfin, les étudiants et demandeurs d'emploi constituent le dernier cinquième.

On constate une stabilité du côté des professionnels du DSU qui restent les plus nombreux à recourir à ce service, à savoir 54,1% des usagers du service Info/Doc, avec environ 53 demandes annuelles qui se répartissent comme suit :

- agents des collectivités locales : 17,3%, soit une légère baisse par rapport à 2007 (5 points)
- équipes Mous : 24,5 %, soit une forte hausse de 8 points par rapport à 2007
- agents de l'État : 2%, en 2007, ils représentaient 7% des demandeurs
- travailleurs sociaux : 2 %, stable
- autres opérateurs, HLM, réseau insertion, appui associatif : 8,1%, stable

On enregistre une stabilité des sollicitations venant des professionnels intervenant en appui ou conseil qui représentent toujours 27,5 % des utilisateurs du service Info/Doc :

- organismes d'appui : 17,3% : chiffre stable par rapport à 2007
- universitaires et organismes de formation : 3,1%
- bureaux d'études : 7,1%, soit une hausse de 2 points par rapport à 2007

Les ressources documentaires du CR•DSU sont précieuses (ouvrages de recherche, méthodologie, capitalisation d'expériences) pour leurs travaux, de même que la connaissance du réseau d'acteurs.

Les demandes des étudiants sont légèrement en hausse par rapport à l'année 2007 : 18,3%. Certains d'entre eux sont en stage auprès des équipes de Mous ou des collectivités territoriales, ils sont dans ce cas les relais des professionnels.

Une stabilisation de la part prise par les chercheurs d'emploi depuis 2006, avec 3,1%. Ce constat peut s'expliquer par le recours systématique de ce public à la rubrique « Offres d'emplois » du site Internet du CR•DSU. Lorsqu'ils s'adressent au service Info/Doc, c'est soit pour avoir des informations précises sur un territoire ou un organisme, soit pour un conseil personnalisé sur leur positionnement professionnel, ou encore pour une connaissance plus approfondie du réseau d'acteurs ou des organismes de formation. Le CR•DSU a accueilli et conseillé quelques personnes en repositionnement professionnel et dont les métiers d'origine peuvent être très loin du développement social et urbain. On constate cette année encore une attractivité des métiers du développement couplée d'une relative méconnaissance de ces métiers et de leurs modes de recrutement (diplômes exigés, compétences et connaissances requises), notamment de la part des organismes d'orientation.

3/ LES PARTICIPANTS AUX RENCONTRES : 773 PERSONNES

■ ORIGINE PROFESSIONNELLE

Près de la moitié des participants vient du milieu professionnel des collectivités locales (53,9%). La participation des agents des collectivités locales et des agents de l'État est toujours importante.

■ ORIGINE GEOGRAPHIQUE

L'origine géographique des participants a connu des évolutions par rapport aux années précédentes :

- Les rhodaniens restent dans les mêmes ratios, en représentant 24,7% du public de nos journées (30,6% en 2007).
- Les isérois représentent 11,3% des participants à nos journées, contre 25,4% en 2007.
- Les ligériens sont beaucoup plus nombreux à avoir bénéficiés de nos services avec 38,7% du total des participants à nos journées.
- Les acteurs de l'Ain, eux aussi en augmentation, représentent 10,3% du public de nos journées.

La hausse enregistrée pour ces deux départements s'explique par le fait que le CR•DSU a mené en 2008 des actions d'accompagnement spécifiques dans la Loire et dans l'Ain.

III. LES UTILISATEURS DU CR•DSU

RENCONTRES ET ATELIERS, CONFÉRENCE, HORS PROJETS SPECIFIQUES 773 participants pour l'année 2008

Activité du participant	TOTAL	%
Équipes MOUS	196	25,3%
Agents des Collectivités territoriales	170	22,0%
Opérateurs	138	17,9%
Travailleurs sociaux	88	11,4%
Agents de l'État	51	6,6%
Organismes d'appui	48	6,2%
Élus	30	3,9%
Autres, dont associations d'habitants	25	3,2%
Bureaux d'études	11	1,4%
Étudiants	9	1,2%
Universitaires, Organismes de formation	7	0,9%
Chercheurs d'emplois	0	0%

Origine professionnelle / employeurs	TOTAL	%
Collectivités territoriales	376	48,6%
Associations	195	25,2%
Établissements publics, GIP, organismes sociaux	104	13,5%
État	51	6,6%
Conseil Général	18	2,3%
HLM	12	1,6%
Société	10	1,3%
Autres, dont étudiants et chercheurs d'emplois	7	0,9%

Origine géographique	TOTAL	%
Ain	80	10,3%
Ardèche	3	0,4%
Drôme	17	2,2%
Isère	87	11,3%
Loire	299	38,7%
Rhône	191	24,7%
Savoie	19	2,5%
Haute-Savoie	12	1,6%
Rhône-Alpes	46	6,0%
National RA	5	0,6%
National	3	0,4%
Autres	11	1,4%

PROJETS SPÉCIFIQUES, 54 participants en 2008

Intervention auprès des étudiants du Master « Sociologie appliquée au développement local » de l'Université Lyon 2	19 participants
Intervention auprès des stagiaires de l'ARAFDES	35 participants

DEMANDES INFO/DOC
98 demandes pour l'année 2008

Activité du demandeur	TOTAL	%
Équipes MOUS	24	24,50
Agents des Collectivités Territoriales	17	17,30
Organismes d'appui	17	17,30
Étudiants	15	15,30
Bureaux d'études	7	7,10
Opérateurs	5	5,10
Universitaires, organismes de formation	3	3,10
Chercheurs d'emplois	3	3,10
Autres	3	3,10
Travailleurs sociaux	2	2,00
Agents de l'État	2	2,00
Élus	0	0,00

Origine professionnelle/employeurs	TOTAL	%
Collectivités territoriales	40	40,80
Associations	22	22,40
Autres dont étudiants, chercheurs d'emploi	19	19,40
Société	8	8,20
Établissements publics, GIP, organismes sociaux	5	5,10
État	2	2,00
HLM	2	2,00
Conseil Général	0	0,00

Origine géographique	TOTAL	%
Ain	6	6,10
Ardèche	1	1,00
Drôme	0	0,00
Isère	11	11,20
Loire	4	4,10
Rhône	37	37,80
Savoie	1	1,00
Haute-Savoie	5	5,10
Rhône-Alpes	12	12,20
National	4	4,10
Autres	17	17,30

III. LES UTILISATEURS DU CR•DSU

RENCONTRES ET ATELIERS

Activités des participants	Année 2005 : 676 participations		Année 2006 : 762 participations		Année 2007 : 441 participations		Année 2008 : 773 participations	
	TOTAL	%	TOTAL	%	TOTAL	%	TOTAL	%
Équipes MOUS	138	20,42	188	24,7	158	35,8	196	25,3
Agents des collectivités territoriales	149	22,04	168	22	97	22	170	22
Agents de l'État	66	9,76	96	12,6	27	6,1	51	6,6
Organisme d'appui	77	11,39	76	10	38	8,6	48	6,2
Travailleurs sociaux, animateurs	12	1,78	59	7,7	17	3,9	88	11,4
Bureaux d'études / Universitaires	34	5,03	48	6,3	16	3,6	11	1,4
Opérateurs (dont HLM)	89	13,17	39	5,1	55	12,5	138	17,9
Autres	62	9,17	36	4,7	9	2	17	2,2
Étudiants	13	1,92	25	3,3	14	3,2	9	1,2
Élus	25	3,70	14	1,8	6	1,4	30	3,9
Associations d'habitants	1	0,15	8	1	2	0,4	8	1
Organismes de formation – Formateurs	10	1,48	5	0,7	2	0,5	7	0,9

DEMANDES INFO/DOC

Activités des participants	Année 2005 : 265 demandes		Année 2006 : 210 demandes		Année 2007 : 172 demandes		Année 2008 : 98 demandes	
	TOTAL	%	TOTAL	%	TOTAL	%	TOTAL	%
Équipes MOUS	41	15,5	57	27,1	28	16,3	24	24,5
Étudiants	30	11,3	28	13,3	21	12,2	15	15,3
Agents des collectivités territoriales	45	17,0	27	12,9	38	22,1	17	17,3
Organismes d'appui	40	15,1	21	10,0	32	18,6	17	17,3
Bureaux d'études	14	5,3	18	8,6	10	5,8	7	7,1
Opérateurs (HLM, logement, insertion ...)	17	6,4	17	8,1	9	5,2	5	5,1
Chercheurs d'emplois	25	9,4	10	4,8	9	5,2	3	3,1
Organismes de formation, universitaires	18	6,8	10	4,8	4	2,3	3	3,1
Autres, associations d'habitants, élus	13	4,9	10	4,7	5	2,9	3	3,1
Travailleurs sociaux	8	3,0	8	3,8	4	2,3	2	2
Agents de l'État	14	5,3	4	1,9	12	7	2	2

STATISTIQUES DE FRÉQUENTATION DU SITE INTERNET

Nombre de visites par an	Année 2005 : 42200 visites	Année 2006 : 52590 visites	Année 2007 : 65046 visites	Année 2008 : 67412 visites

ANNEXES

■ GESTION DE L'INFORMATION ET DE LA DOCUMENTATION

Le CR•DSU dispose de ressources en information et documentation importantes :

- un fonds documentaire informatisé de plus de 6700 références d'ouvrages, d'articles et de revues, de littérature grise, de documents contractuels, de textes officiels, ainsi que de documents audiovisuels et multimédias sur les domaines constitutifs du développement social urbain ;
- deux bases de données d'expériences gérées en lien avec le réseau international DPH, une base d'expériences régionale de 197 fiches et une base internationale qui comprend plus de 9000 fiches ;
- 300 dossiers thématiques et 250 dossiers d'organismes dont 75 organismes de formation alimentés en continu ;
- une collection de revues, de publications institutionnelles et de lettres d'information (sur support papier ou électroniques) ;
- un fichier informatisé de professionnels, de personnes ressources et de partenaires en région Rhône-Alpes, en France et à l'étranger, organisé par type d'organisme ou de fonction et domaine d'activité. Ce fichier, géré avec une base de données, fait l'objet d'une mise à jour en continu. Il compte 6000 contacts.

■ UNE ALIMENTATION DU FONDS DOCUMENTAIRE IMPORTANTE ET REGULIERE

Le fonds documentaire, qui constitue l'une des principales ressources en information et documentation du CR•DSU, rassemble 6300 documents. Chaque mois, 20 à 30 nouveaux documents viennent enrichir ce fonds.

La politique d'acquisition reste constante : les thèmes de travail en cours sont privilégiés, ainsi que ceux qui font l'objet de demandes régulières. Nous cherchons à proposer soit des documents de référence, soit des documents offrant des éclairages différents ou correspondant à des niveaux de lecture et à des besoins d'information distincts (synthèse sur un thème, état de la question, rapport de recherche ou mémoire d'étudiants sur des questions précises, textes officiels, documents méthodologiques...). Cette qualité passe notamment par l'établissement d'un résumé analytique.

■ LES DOCUMENTS DISPONIBLES SUR LES THEMATIQUES TRAVAILLEES EN 2008

Une des caractéristiques du fonds documentaire du CR•DSU est qu'il touche, comme le développement social urbain, de nombreux champs d'activité. En dehors de la politique de la ville et de ce que nous appelons Mémoire DSU Rhône-Alpes (documents contractuels, évaluations, études sur sites), une quinzaine de thématiques sont représentées dans le fonds. Sur ces thématiques, le fonds est alimenté en fonction des besoins internes ou exprimés par les usagers, mais aussi en fonction de ce qui existe dans d'autres centres de ressources spécialisés de la région Rhône-Alpes.

Le classement des documents (hors revues) par thématique principale donne une idée de la répartition des différents domaines couverts par le fonds :

- Mémoire DSU Rhône-Alpes (962 documents)
- Politique de la ville (400 documents)
- Habitat, logement (333 documents)
- Immigration, lutte contre les discriminations raciales (322 documents)
- Développement économique, emploi, insertion (320 documents)
- Prévention de la délinquance (290 documents)
- Urbanisme (239 documents)
- Participation des habitants (229 documents)
- Éducation (204 documents)
- Type de populations : jeunes, femmes... (178 documents)
- Santé (153 documents)
- Aménagement du territoire, développement durable, développement local (103 documents)
- Exclusion (97 documents)

Viennent ensuite les thématiques de l'animation, la culture, les services publics, l'Europe...

Ces chiffres ne rendent cependant pas compte de la totalité des références sur un thème : un document peut porter sur plusieurs thèmes. Par exemple, dans la base de données, plus de 1000 documents répondent à une recherche sur « citoyenneté, participation des habitants ».

Le fonds du CR•DSU est repéré évidemment sur la politique de la ville, mais aussi sur d'autres thématiques pour lesquelles il offre un des seuls fonds documentaires ouvert au public en région. C'est le cas notamment pour la participation des habitants, la prévention de la délinquance, la lutte contre les discriminations. Par contre sur des domaines comme la santé ou la culture, d'autres organismes spécialisés font référence.

L'alimentation du fonds en 2008 correspond aux différents thèmes décrits plus haut, avec une prépondérance pour les thématiques suivantes : renouvellement urbain, questions socio-démographiques, développement économique, insertion, éducation, santé, développement durable, lutte contre les discriminations et immigration. Ces thèmes correspondent aux axes de travail du CR•DSU en 2008 mais ils sont aussi fortement liés à l'actualité en général et à celle de la politique de la ville en particulier.

L'équipe du Centre de ressources est composée de 7 personnes à temps plein.

Directrice : Isabelle CHENEVEZ

Directrice adjointe : Frédérique BOURGEOIS

Chargés de mission : Aude TALLARON ; Marion VEYRET ; Clément CHEVALIER, puis Aude LEGUBE

Documentation, veille, information, communication : Muriel SALORT-CARAYON

Assistante de direction, abonnements, comptabilité : Florence NALLET

Liste des membres du Conseil d'Administration du CR•DSU

■ MEMBRES ELUS

Jean-Philippe MOTTE, Conseiller municipal de Grenoble en charge de la politique de la ville, Président

Josiane CLERMIDY, Présidente de la régie de Quartier Armstrong à Vénissieux, Secrétaire

Jean-Charles AMIRANTE, Directeur général adjoint, Ville d'Echirolles, Trésorier

Louis LEVEQUE, Adjoint au logement et à la politique de la ville, Lyon, membre du bureau

Pierre SUCHET, Chef de service DSU, membre du bureau

Sébastien DENJEAN, Directeur général adjoint, Annemasse-Les Voirons Agglomération, membre du bureau

Aïcha MOUHADDAB, Directrice, ARRA HLM (Association régionale Rhône-Alpes des HLM)

Bruno VOISIN, Directeur d'études, AUDAL (Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise)

Emmanuel BODINIER, Délégué régional, Union régionale des centres sociaux

Nathalie DOMENACH, Directrice, URPACT (Union régionale des Pact)

Patrick LEBLANC, Chargé de développement du Cucs, Chambéry Métropole

Fabien BRESSAN, Directeur, Association Robins des villes

Michel PEISEY, Chargé de mission politique de la ville, Saint-Étienne Métropole

Alice CONTE-JANSEN, Chef de projet Cucs, Oullins

Olivier PIPARD, Président du réseau DSU Rhône-Alpes - Auvergne

■ MEMBRES DE DROIT

Maurice CHARRIER, Vice-président du Grand Lyon en charge de la politique de la ville

Nicolas LUCIANI, Chargé de mission politique de la ville, CAF de Lyon



PREFECTURE DE REGION RHÔNE-ALPES

Rhône-Alpes Région

GRANDLYON communauté urbaine

l'acse
l'agence nationale pour
la cohésion sociale
et l'égalité des chances



GRENOBLE • ALPES
MÉTROPOLITAIN



ALLOCATIONS
FAMILIALES
CAF DE LYON

isère
Conseil Général 
Plus proche de vous!